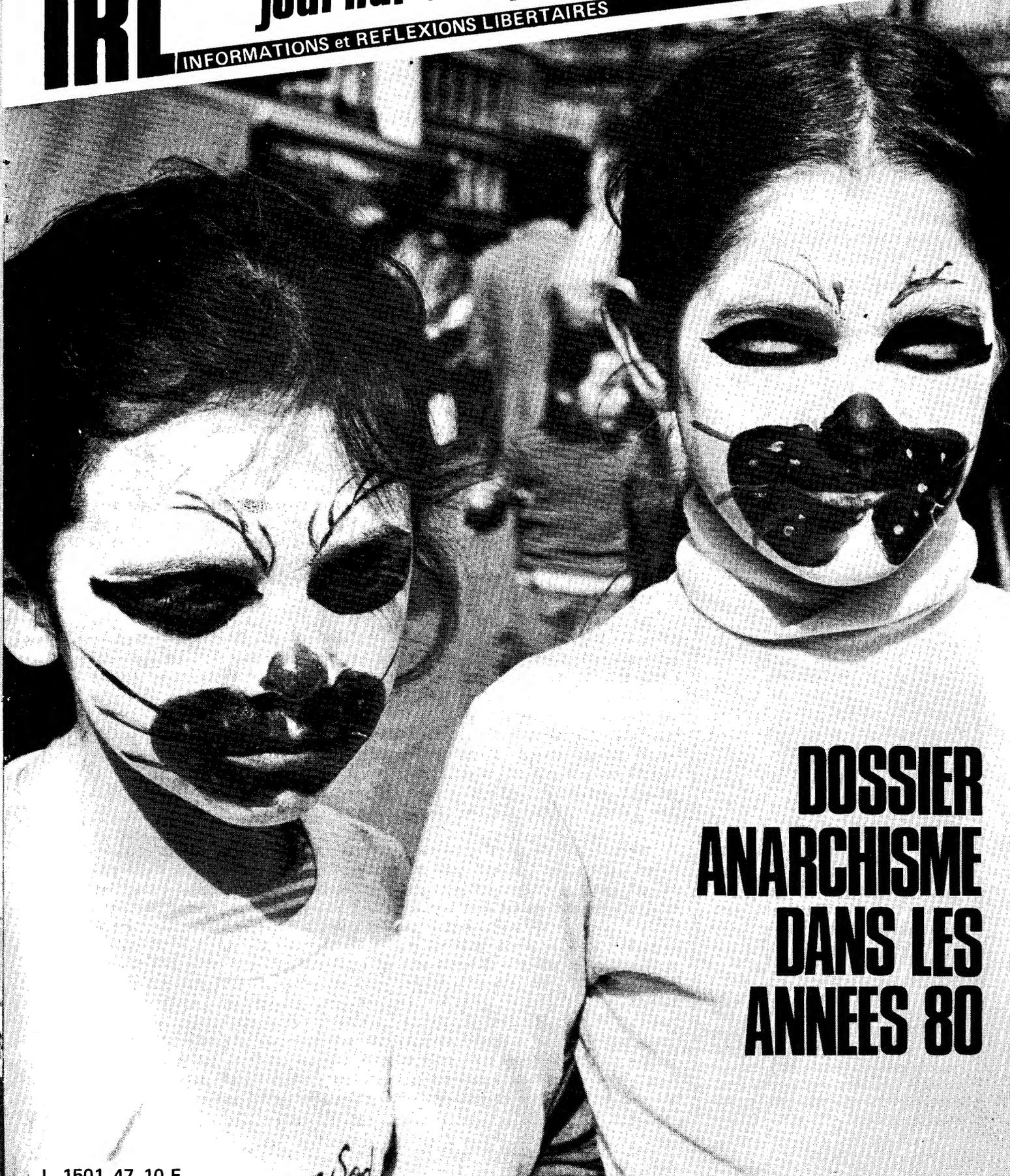


IRL journal d'expressions libertaires

INFORMATIONS et REFLEXIONS LIBERTAIRES



DOSSIER ANARCHISME DANS LES ANNEES 80



SOMMAIRE

Informations et réflexions libertaires
page 3

Les Etats fous : remarques sur les relations
privilégiées entre les USA et Israël
pages 4 et 5

Syndicat de Lutte des Travailleurs :
Le SLT accuse et gêne
pages 6 et 7

Antimilitarisme
pages 8 et 9

Trois jours avec Malatesta : colloque à
Milan pour le cinquantenaire de sa mort
page 10

Dossier : le mouvement libertaire dans
les années 80
pages 11 à 21

Groupe Pedro Nolasco Arratia : des liber-
taires chiliens exilés en France
pages 22 et 23

EST INFO : rubrique sur les pays de l'Est
Pages 24 et 25

Voyage dans les prisons iraniennes
Pages 26 à 28

Petit Dico de l'ennemi intérieur
pages 28 à 31



I.R.L.
journal d'expressions libertaires

Directeur de publication :

Alain Thévenet

Commission paritaire: 55270

Imprimé par :

Les Ateliers d'Impression Presse
Nouvelle (A.I.P.N.), 48 rue Burdeau
69001 LYON

Rédaction et administration :

IRL, c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc
69001 LYON

IRL - Rédaction parisienne :

c/o Librairie Imagine, 51 rue de
Lappe, 75011 PARIS.

Conception graphique et réalisation :

Atelier de Création Libertaire

Abonnement :

5 numéros (1 an) : 50 F

10 numéros (2 ans) : 90 F

Abonnement de soutien :

10 numéros (2 ans) : 130 F et plus

Diffusion militante :

5 exemplaires pendant 5 numéros :
200 F

Pour vos versements :

IRL CCP 4 150 95 N LYON

NOTEZ: Le numéro qui figure en
haut et à droite de votre adresse sur
la bande d'expédition indique à quel
numéro finit votre abonnement.
Nous vous demandons de vous ré-
abonner dès que votre abonnement
arrive à échéance; nos tâches admi-
nistratives en seront ainsi grande-
ment facilitées.

IRL vous intéresse ?

INFORMATIONS et REFLEXIONS LIBERTAIRES

Tiens, un nouveau journal ? En fait, il n'en est rien. IRL est toujours là. Nous avons juste voulu trouver une autre signification à ce titre qui nous colle aux godasses depuis presque neuf ans. D'Informations Rassemblées à Lyon, journal d'expression locale, nous sommes arrivés à IRL, JOURNAL D'EXPRESSIONS LIBERTAIRES, à diffusion nationale. L'important pour nous était d'insister sur EXPRESSIONS LIBERTAIRES.

A notre AG annuelle, en septembre, il fut décidé de changer de titre, IRL ne voulant rien dire et Informations Rassemblées à Lyon pouvant faire penser que c'était un journal à vocation locale. Pour certains, il était hors de question de changer de titre, « IRL » étant arrivé, petit à petit, à se faire connaître. On décida donc de garder le sigle et de changer de signification : c'est ainsi que naquit Informations et Réflexions Libertaires.

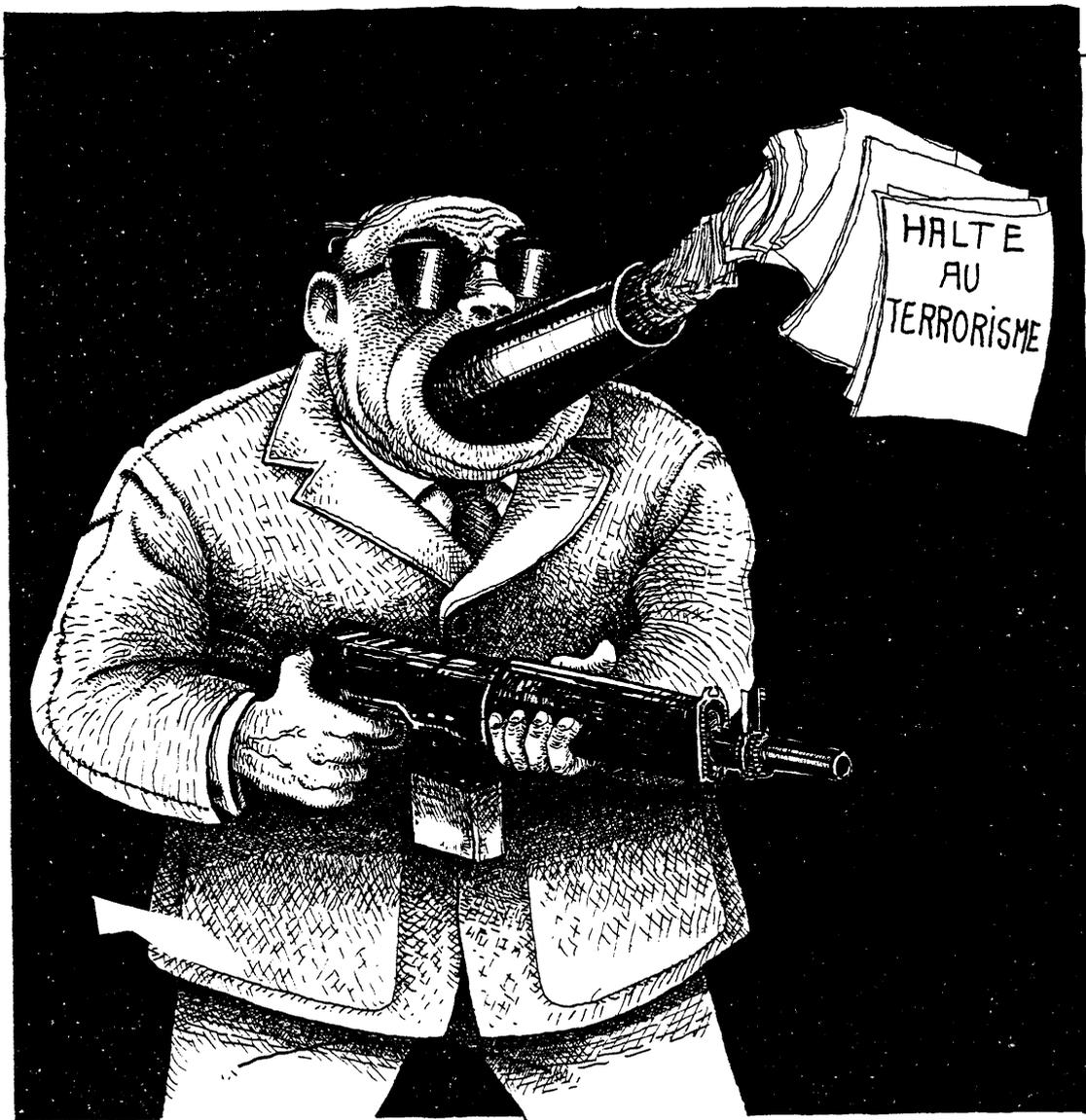
Autre sujet de discussion, la *périodicité*. Alors qu'à toutes les autres AG nous nous fixions comme objectif la parution mensuelle (que nous n'ayons pu tenir que pendant une courte période, d'octobre 78, n°21, à l'été 79, n°29) cette fois ci, nous avons décidé d'être plus modestes. IRL paraîtra tous les deux mois, avec, dans la mesure du possible, 32 pages. Le prix passera donc de 7 à 10 francs. Nous vous proposons « deux formules » d'abonnement : une « courte » pour un an (5 numéros) et une « longue » pour 2 ans (10 numéros). Pour nous faire pardonner cette augmentation, nous vous faisons une offre exceptionnelle (voir page 31).

Cette année, nous avons été aidés par notre « rédaction parisienne », autonome et entièrement libre du choix des articles qu'elle reçoit, qui a fourni une grande partie du contenu rédactionnel des derniers numéros. Nous espérons que d'autres rédactions pourront se constituer, formant ainsi un réseau serré d'informations et de contacts.

Le problème du fric a aussi longuement été abordé. Nous avons du mal à nous faire payer par certains points de diffusion (les librairies surtout) et les abonnements rentrent régulièrement, mais pas assez vite à notre goût. Il en est de même des personnes dont l'abonnement arrive à échéance et qui « oublie » de se réabonner ou alors qui le font quelques mois plus tard, après avoir reçu moult lettres de relance.

Ce manque d'argent s'est montré plus aigu quand il nous a fallu aborder le problème du transfert d'une partie de travail, qui incombe pour l'instant à la rédaction lyonnaise, vers des structures professionnelles : la composition et l'encartage-pliage d'IRL sont les deux opérations les plus longues, les plus astreignantes de la fabrication de la revue. Jusqu'à présent, ce travail était exécuté par nos soins. Les quelques fois où nous avons « sous-traité » se sont avérées catastrophiques pour nos finances. Nous avons donc décidé de garder ce travail pour nous pendant quelques numéros, en essayant de se renflouer : nous verrons après s'il est possible de décharger un peu de notre boulot sur notre imprimeur. Donc nous aurons encore de longues heures à passer sur IRL et il ne nous sera pas possible de paraître mensuellement avec de telles charges ; tout notre boulot est bénévole.

Pour finir et pendant qu'on parle de sous, nous allons vous donner quelques chiffres. Cette année (octobre 81 à septembre 82), nous avons publié 6 numéros (n° 41 à 46), dont un numéro spécial à 32 pages. Au numéro 44 nous avons laissé tomber la couverture en deux couleurs sur papier glacé. Nos recettes s'élevèrent à 29.824 francs (dont 7.919 francs de prêts et souscriptions, en majeure partie auprès de notre entourage et de nous mêmes !) ; les dépenses ont atteint 32.897 francs ce qui dégage un déficit de 3.163 francs. En septembre 82, nous avions 211 abonnés dont 55 qui n'étaient plus « en règle ». Nous envoyons 320 exemplaires à nos diffuseurs (militants, libraires...) : 80 numéros partent en échange de presse et envois gratuits ; 140 autres partent à l'étranger et correspondent, en majeure partie à des envois gratuits. Nous avons des dettes auprès de camarades, de l'Ateliers de Création Libertaire et de notre imprimerie (environ 9.000 francs). En revanche, la diffusion en kiosques sur Lyon et la banlieue nous a rapporté 1.500 francs : nous ne pensions pas en recevoir tant quand nous avons décidé de passer par les messageries !



L'IMAGINAIRE SUBVERSIF

Nous rappelons à nos lecteurs que **L'IMAGINAIRE SUBVERSIF** est sorti au mois de juin ; il est encore temps de se procurer cet ouvrage, édité conjointement par les éditions **NOIR** (Genève) et l'Atelier de Création Libertaire (Lyon), en écrivant à : ACLR, 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon. Prix de vente : 60F. Libéllez les chèques à l'ordre de : IRL ccp 4150/95/N Lyon (mention Imaginaire Subversif).

DES REVUES LIBERTAIRES RENCONTRENT LEURS LECTEURS PARISIENS

La première en date est la réunion du 22 octobre à 20 h 30 : AGORA invite ses lecteurs à venir discuter. Le 6 novembre, à 14 h 30, la rédaction parisienne d'IRL fait de même. De plus, IRL-Paris souhaiterait organiser des débats après la parution de chaque numéro et autour d'un thème abordé dans ce numéro.

Ces deux réunions auront lieu au Cercle Garcia Lorca, 15 rue Gracieuse 75005 Paris.

RENCONTRES DEBATS A LA LIBRAIRIE LA GRYPPE

Samedi 30 octobre à 15 heures, débat autour du livre « Suicide mode d'emploi » en présence de C. Guillon l'un des auteurs.

Samedi 20 novembre, débat sur Elysée Reclus, géographe libertaire du XIXème siècle, précurseur de l'écologie et de la géographie politique, avec la participation de B. Giblin, géographe membre du collectif de la revue Hérodote.

Samedi 27 novembre, présentation du livre « L'Imaginaire Subversif » co-édité par les éditions Noir (Genève) et l'Atelier de Création Libertaire (Lyon).

Sont également prévus :

« La grève des ovalistes » : une grève de femmes au XIXème siècle à Lyon.
« Devant la guerre » avec C. Castoriadis : possibilité d'une 3ème guerre mondiale et nature de classe de l'URSS.

BABAR EST TOUJOURS EN PRISON

Roger Noël, dit Babar, anarchiste belge, a été arrêté en Pologne alors qu'il était chargé de faire passer à Solidarité un émetteur de radio. Cela s'est passé la nuit du 5 au 6 juillet et il est toujours détenu à Varsovie. Ses conditions de détention sont dures et il vient juste de voir un avocat. En dépit des bruits qui couraient sur une éventuelle mise en liberté, il n'a toujours pas été libéré. Aux dernières nouvelles sa caution pourrait s'élever à 1,5 millions de francs belges (13000 FF). Pour le soutenir, il est nécessaire de multiplier nos actions. A Lyon, par exemple, des militants de la coordination libertaire ont tenu un stand d'information pendant deux jours, dans une des grandes rues piétonnes de la ville. Du matériel de propagande est disponible au « 22 Mars », en Belgique.

Laisserons-nous crever Babar ? Pour de plus amples informations, téléphonez ou écrivez à : 22 Mars, 2 rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles (Belgique) ; tél : 02/736.27.76.

LES ETATS FOUS

Nous avons reçu un long texte de Noam Chomsky daté du 6 août 1982. Vu le manque de place dans IRL pour le publier intégralement et étant donné les nombreuses références à l'actualité, Martin a décidé d'en extraire de longs passages (communiqués à Chomsky préalablement).

REMARQUES SUR LES RELATIONS PRIVILEGIEES ENTRE LES U.S.A. ET ISRAEL

Les rapports entre les Etats-Unis et Israël sont singuliers dans la politique internationale et dans la culture américaine. Les Etats-Unis ont été les seuls en juin 82 à poser leur veto à une résolution du Conseil de Sécurité demandant le retrait simultané de Beyrouth des forces armées israéliennes et palestiniennes.

Le même jour, Israël et les Etats-Unis (E.U.) s'opposaient à la résolution de l'assemblée générale appelant à la fin des hostilités au Liban et à la frontière israëlo-libanaise, qui fut adoptée par 172 voix contre deux, et aucune abstention. Plus concrètement, ces rapports sont visibles dans l'aide militaire et économique sans précédent des E.U. à Israël depuis des années, au point que chaque israëlien reçoit grosso-modo 1.000 dollars par an. Dans le même temps, au niveau idéologique, il existe constamment une grande illusion sur la nature de la société israélienne et du conflit avec les Arabes. Ces 15 dernières années il a été difficile voire impossible d'en discuter aux E.U. à cause d'une campagne particulièrement efficace de diffamation et d'intimidation dirigée contre quiconque remettait en question la doctrine en vigueur. Le fait a été régulièrement dénoncé par les colombes israéliennes dont les positions ont été soumises au même traitement et qui soulignent « l'état d'esprit presque hystérique » et l'appui « aveuglement chauvin et sectaire » de la politique israélienne la plus réactionnaire risque de pousser Israël encore plus dans sa position strictement intransigeante. (...)

« Le contre-espionnage US a considéré Israël comme une barrière contre la pression de Nasser sur les pays pétroliers du Golfe dans les années 60. Et cette conclusion fut renforcée par la victoire éclair de 1967. Cette thèse sur Israël fut à nouveau confirmée par le mouvement de ce pays pour bloquer les efforts de la Syrie pour aider les palestiniens qui étaient massacrés en Jordanie en septembre 1970. Dans le même temps les USA étaient incapables

d'intervenir directement contre ce qui était perçu comme une menace sur les Etats clients des USA dans le monde arabe. Dans les années 70, les conseillers US affirmaient que Israël et l'Iran du Shah servaient à protéger le contrôle des E.U. sur les régions pétrolières du Golfe. Après la chute du Shah, le rôle d'Israël comme Sparte (1) du Moyen Orient au service du pouvoir américain a amené une recrudescence de l'appui du gouvernement américain. En même temps, Israël aide les E.U. à pénétrer en Afrique Noire, et récemment, à épauler des Etats clients criminels et corrompus en Amérique Latine. L'alliance de plus en plus visible entre Israël, l'Afrique du Sud et Taiwan, ainsi que les dictatures militaires d'Amérique du Sud devient une perspective séduisante pour des fractions importantes du pouvoir américain. (...)

« La hausse du crédit d'Israël parmi les intellectuels libéraux (l'équivalent de nos intellos de gauche) grâce à la démonstration de son pouvoir militaire est un phénomène digne d'intérêt. Il est logique d'attribuer une grande partie de l'inquiétude régnant aux E.U., à l'incapacité d'écraser la résistance indochinoise. Que la victoire éclair d'Israël ait inspiré les partisans de l'usage de la force n'est pas pour surprendre ; par contre sur ce point on se fait beaucoup d'illusions sur la position de l'intelligentsia libérale dont on a oublié le large soutien accordé en 1967 à l'intervention (plus exactement l'agression) en Indochine, même si la plupart de ses membres s'y opposeront pour les mêmes raisons que les groupes financiers : le terrorisme arabe et la destruction d'Israël, et cela fut fait au mépris de la réalité. La Nouvelle Gauche, comme le prouve clairement ses publications, partageait généralement les vues des colombes israéliennes. (...)

« Considérons d'abord le problème limité des rapports entre les E.U., Israël et les Arabes, dans les années 70, en commençant par Sadate, qui devint président de l'Egypte à la fin de 1970. Sadate suivit aussitôt deux politiques : faire la paix avec Israël et transformer l'Egypte en Etat client des E.U. En février 1971, il proposa à Israël un traité de paix à partir des frontières d'avant

juin 1967, en assurant des garanties, en reconnaissant la frontière, etc... Cette offre causa un grand émoi en Israël (elle amena la « panique » selon les termes de l'écrivain israélien bien connu Amos Elon). Elle fut rapidement rejetée sous prétexte qu'Israël ne reviendrait pas à ces frontières. Il est à noter que l'offre de Sadate en février 1971 était plus favorable à Israël que celle qu'il fit en novembre 1977 lors de son voyage en Israël qui le consacra officiellement comme un « homme de paix », alors qu'il ne mentionnait pas les droits nationaux des palestiniens, qui étaient prétendument l'écueil des négociations de Camp David. Lors de discussions internes en Israël, les colombes (sic) du parti travailliste reconnurent que la paix était possible, mais recommandèrent de s'y opposer en vue d'obtenir plus de territoire. (...)

L'Egypte continua à faire pression pour une paix à part entière, avec cette fois les autres Etats arabes. En janvier 1976 les E.U. furent forcés de poser leur veto à une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU demandant un accord sur la base de la résolution 242 connue dans le monde entier, en y incluant un Etat palestinien le long d'Israël dans les territoires occupés. La résolution qui demandait des garanties de sécurité et la reconnaissance des frontières, fut soutenue par la Syrie, la Jordanie, l'Egypte, l'Arabie Saoudite, l'OLP et l'URSS.

Dans le Jerusalem Post du 13/11/81 le général Haim Herzog, qui fut ambassadeur d'Israël à l'ONU de 75 à 78, écrivait que l'OLP avait non seulement appuyé ce plan de paix mais qu'elle l'avait préparé. Herzog condamnait également « la tyrannie du veto » qui permettait aux E.U. de bloquer cette tentative de paix avec acceptation de deux Etats. La remarque de Herzog concernait le plan de paix de l'Arabie Saoudite que Israël avait le droit de rejeter, selon lui, comme cela avait été le cas du plan de l'OLP « plus modéré » en janvier 1976.

« Israël refusa d'assister à la session de l'ONU organisée à l'initiative de la Syrie, le gouvernement Rabin — travailliste considéré comme colombe — annonça qu'il ne négocierait avec aucun palestinien sur une base politique, et qu'il ne traiterait pas avec l'OLP même si elle renonçait au terrorisme et reconnaissait Israël. Il s'alignait ainsi sur le Front du Refus, tendance de l'OLP. Les principaux membres de l'OLP ont fini par accepter un Etat palestinien existant en paix le long d'Israël, et il continuent de le penser. (...)

« ... les deux forces politiques importantes d'Israël ne diffèrent pas fondamentalement sur la question des territoires occupés. Tout deux pensent qu'Israël devrait les contrôler. Et ils rejettent nettement toute expression des droits nationaux des palestiniens de la rive ouest du Jourdain, encore qu'il y ait certains dissidents dans les rangs des travaillistes. Alors que la raison évoquée est celle de la sécurité, le motif véritable est tout autre. Ces territoires four-



HIER
VICTIMES



Travail à contre les ethnies, la

nissent à Israël une main d'œuvre substantielle inorganisée semblable aux travailleurs immigrés des E.U. et d'Europe. On peut noter que la présence d'une main d'œuvre enfantine fait scandale en Israël, même si rien ne change en pratique. Ces travailleurs palestiniens jouent un rôle important dans l'économie israélienne, en faisant les « sales boulots » peu payés et sans droits légaux » (...)

« Le parti travailliste a même refusé aux « notables » arabes conservateurs la formation de milices anti OLP, pour éviter tout groupe armé palestinien, même allié ; fait révélé par l'ex commandant militaire de la rive Ouest, le général Haim Herzog, en 1974, mal-

gré la censure. En 1976, Israël permit des élections libres dans les villes de la rive Ouest après avoir évincé les éléments considérés favorables à l'OLP. Chaque fois que les palestiniens ont pu s'exprimer librement, les maires élus ont adopté la position habituelle de l'OLP comme représentante du nationalisme palestinien. Les maires aussi ont cherché un accord politique avec Israël selon le consensus international bloqué en vain par les E.U. et Israël ». (...)

« La question (de l'invasion du Liban) a été traitée par Yeheshua Porath, important spécialiste israélien des questions palestiniennes et auteur de livres importants sur le mouvement

national palestinien. (...) il rejette tout d'abord le prétexte de l'assassinat de Londres tout comme celui de la protection des colonies israéliennes en Galilée, en faisant remarquer qu'aucune attaque à la roquette n'a eu lieu depuis le cessez le feu de juillet 1981. Et Porath ajoute que les nombreux commentateurs qui ont critiqué la propagande israélienne à ce propos tombent à côté. « Il me semble » écrit-il « que la décision du gouvernement (ou plus exactement de ces deux leaders) vient du fait que le cessez le feu a été respecté ».

Arafat a réussi à imposer une discipline à de nombreuses factions de l'OLP en respectant le cessez le feu appliqué à l'initiative des E.U. Ce succès d'Arafat a été « une véritable catastrophe aux yeux du gouvernement israélien », puisqu'il montrait que l'OLP « pouvait traiter dans le futur sur une base plus large ». Et dans ce cas, Israël ne pourrait plus écarter un accord politique sous prétexte que l'OLP n'est qu'un ramassis d'assassins (Ha 'aretz 25/6/82) » (...)

« Il y a quelques années certains commentateurs militaires des E.U. ont commencé à craindre que le pouvoir militaire israélien n'atteigne un niveau tel (grâce au programme d'aide des E.U.) que cet Etat ne puisse plus être contrôlé par les E.U., ce qui poserait « un problème de sécurité national important » si Israël menait des actions de sa propre initiative contre les intérêts américains (voir Nadav Safran Israël the Embattled Ally Harvard Un. Press, Cambridge 1978) ». (...)

« Lorsque Israël fait savoir que ses travaux avec l'Afrique du Sud ont abouti à l'établissement de missiles nucléaires capables d'atteindre l'Union Soviétique, le but n'est pas d'effrayer ou d'écarter l'URSS, mais plutôt d'informer les hommes politiques américains qu'Israël est prêt à se sacrifier plutôt que d'accepter un accord raisonnable. Cette arme « secrète » israélienne qui peut compenser l'extraordinaire dépendance économique (sans parler des domaines militaire et diplomatique) vis-à-vis des E.U., est précisément la crainte qu'Israël puisse agir comme ce que les observateurs de politique internationale appellent un « Etat fou » ; et ils font habituellement référence à la Lybie ou l'Irak, sans citer d'autres exemples évidents. Cette menace ne doit pas être prise à la légère vu la force militaire acquise grâce aux E.U. et aux développements sociaux et politiques intérieurs depuis la victoire de 1967, et surtout l'arrivée au pouvoir du Likoud de Begin ». (...)

« Tant que les E.U. considéreront Israël comme une « base stratégique, une Sparte bloquant le consensus international sur un accord politique, on peut s'attendre à de nouvelles tragédies : répression, terrorisme, guerre, et même sans doute un conflit qui engagerait les super puissances dans une « solution finale » dont bien peu échapperaient ».

Noam Chomsky

LE SLT ACCUSE ET GENE

Usinor-Dunkerque : une usine longue de sept kilomètres; six unités de production, 10 200 salariés... Et près de 100 morts en vingt ans!

En 1971, une projection d'acier tue un ouvrier et fait sept blessés aux «Coulées continues». Pour prévenir de tels accidents dans ces ateliers, des parapluies antivagues et des podiums très larges et très hauts sont alors installés au-dessus des couleures. Mais la direction ne tarde pas à les supprimer, la mise en place de nouveaux podiums, plus petits et plus bas, permettant d'améliorer la productivité.

En septembre 1979, une nouvelle vague d'acier — encore inexpliquée à ce jour — occasionne à un couleur de graves brûlures. En dépit de cet avertissement, la direction ne fait rien pour améliorer la sécurité des ouvriers. Et, le 4 juin 1982, le plus grave accident jamais survenu depuis la construction de l'usine se produit à l'aciérie 2 : deux personnes trouvent la mort et trois autres sont grièvement brûlées par une projection d'acier...

Avant la création du Syndicat de Lutte des Travailleurs, en mars 1981, aucun syndicat ne dénonce pourtant le danger représenté par les nouveaux podiums. Un tel silence s'explique par l'histoire d'Usinor-Dunkerque et de ses sections syndicales.

En effet, de 1968 à 1979, une forte combativité existe dans l'usine, véritable fief CGT (avec 550 cartes d'adhésion, contre 80 aujourd'hui) jusqu'en 1973. A cette époque, la CFDT réussit à regrouper un noyau de militants très actifs et à compter un millier de cartes dans l'entreprise. Mais, en 1979, après l'annonce du plan gouvernemental concernant la restructuration de la sidérurgie et les luttes qui en découlent, un conflit interne déchire le syndicat. Des responsables de la section Usinor sont accusés d'avoir utilisé l'argent des syndiqués à des fins personnelles. Leur remplacement par un collectif «sous le prétexte, qu'il faudra prouver, de malhonnêteté», est dénoncé par la section d'Usinor comme une opération politique : « Les divergences de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque (1) ne sont plus acceptées mais condamnées par les structures et cela conduit les dirigeants nationaux à prononcer l'exclusion des opposants, d'une façon directe ou indirecte, en prenant comme prétexte des accusations fallacieuses qui n'existent que dans la mesure où elles sont de na-

ture à cacher les problèmes politiques. » Une polémique se développe, au terme de laquelle onze militants d'Usinor sont exclus. Certains se perdent dans la nature; d'autres rejoignent la CGT.

Cette centrale, du fait de sa division en cinq syndicats (comme la Fonte, l'Acier ou les Laminiers), ne les satisfait cependant pas. Le Syndicat Acier, surtout, très dynamique, se sent isolé par rapport aux autres secteurs de l'usine. Dès lors, la création du SLT s'impose pour certains de ses militants ex-CFDT. Les éclatements successifs subis par les syndicats traditionnels entraînent une baisse de leur influence. (Un tract FO indique que moins de 10% des salariés sont syndiqués à Usinor).

De son côté, le SLT voit sa représentativité contestée. Aussi organise-t-il, aux élections de délégués du personnel en 1981, un vote sauvage en distribuant des tracts-bulletins SLT. Les voix en sa faveur lui donnent droit à un siège (délégué titulaire et suppléant). L'année suivante, il appelle à ne pas voter au premier tour : les abstentions augmentent de 11% par rapport à 1981 et les suffrages exprimés s'élèvent à 57,37% seulement. (Aux aciéries, où le SLT est particulièrement fort, le nombre de votants ne dépasse pas 49%). La CGT obtient 26% des voix par rapports aux inscrits, tous collègues confondus; la CFDT 14% et FO 13%...

Aujourd'hui, le SLT compte environ 130 adhérents. L'activité qu'il développe, surtout en ce qui concerne les problèmes de sécurité à Usinor, et la répression qu'il connaît depuis plusieurs mois, lui attirent de nombreuses sympathies.

Un an avant l'accident de juin 1982, le SLT manifeste à plusieurs reprises pour

informer l'opinion publique, le gouvernement et les responsables de l'entreprise sur les nouveaux podiums de coulée. Ainsi, le 19 août 1981, il distribue un tract intitulé «Danger de mort à la Coulée continue de l'aciérie 2». Le 29 août, il publie un communiqué dans «la Voix du Nord» sur le même thème. Le 2 septembre, il diffuse un tract (suivi d'un nouveau communiqué dans la presse régionale) où il exige le remplacement des podiums. Il intervient auprès du ministre de la Santé, en visite à Usinor. Des travailleurs des aciéries se rendent devant la sous-préfecture de Dunkerque, avec une banderole : «Danger de mort aux Coulées continues».

Le 20 septembre, un nouveau tract informe le personnel des menaces de sanction proférées par la direction contre deux responsables du SLT, lors de la visite du ministre.

Le lendemain, à l'inspection du travail, le SLT expose les dangers courus par les couleures. Un inspecteur vient visiter les aciéries, mais la direction et la CFDT s'emploient à lui expliquer que le maximum est fait pour la sécurité des travailleurs.

La CFDT, quatre jours auparavant, pose au Comité d'Hygiène et de Sécurité Acier la question du «débordement de poche, la passerelle de protection du podium ayant été supprimée». Cependant, dans le même temps, elle cautionne le CHS (dans lequel le SLT et la CGT, soit 77% du personnel ouvrier de l'aciérie 2, ne sont pas représentés) et déclare : «Sécurité des travailleurs avant tout, et en particulier pour les couleures des Coulées continues. Podium X... de la direction? Ou podium Y... des prétendants? Pourvu que ce soit d'abord le podium des couleures et qu'ils aient leur mot à dire en permanence, la CFDT ne s'amusera pas à «faire peur» avec un podium... et à rassurer tout le monde avec un autre podium.»

La CGT, de son côté, est obligée d'abord la question. Mais elle ne veut pas se faire «l'écho du SLT» en lui accordant trop d'importance. Ainsi cite-t-elle les podiums en exemple, dans un tract général sur l'expression des salariés, exigeant des «responsables actuels une garantie de sécurité».

Le 16 septembre, dans une réunion du Comité d'entreprise, elle demande «des informations sur les modifications des installations aux Coulées continues». Et elle s'étonne que la direction laisse circuler des tracts sur ce problème, tracts «émis par des gens qui semblent bénéficier de mandats occultes» (!)...

Le soir de l'accident, le SLT dénonce dans les médias la responsabilité de la

Syndicat
de Lutte
des
Travailleurs



USINOR-DK

CENTRE SOCIAL
PLACE DE L'EUROPE
59760 GRANDE-SYNTHÉ

direction. Il appelle dans un tract à la grève immédiate et refuse toute reprise du travail avant la mise en place de protections efficaces.

Le lendemain, le personnel des deux aciéries observe la grève à près de 90%. La direction décide d'arrêter toute production dans ces ateliers et engage de grands travaux de protection sur les machines. Le SLT présente un cahier de revendications concernant la sécurité des couleurs. Il se porte partie civile contre les directeurs de l'usine et des aciéries. Le 10 juin, la direction tente alors de le discréditer. Elle fait circuler la photocopie d'un de ses communiqués, parus dans « Nord-Matin », accompagné d'une photo qui n'a rien à voir avec l'accident.

La CGT et la CFDT, quant à elles, portent plainte contre X... Elles demandent au juge d'instruction de déclarer la constitution du SLT en partie civile irrecevable; par contre, elle acceptent que la direction se constitue en partie civile...

USINOR DUNKERQUE

4 JUIN 1982

2 MORTS PAR L'ACIER



LE SYNDICAT DE LUTTE DES TRAVAILLEURS
ACCUSE

juillet 1982

PRIX : 10,00 F

La CFDT est quelque peu gênée car elle a cautionné les modifications des podiums. Elle présente donc l'accident comme une fatalité résultant d'une cause à rechercher, et demande la création de conseils d'atelier.

La CGT, elle, sort un tract dès le 5 juin 1982. Elle met directement en cause la responsabilité du directeur des aciéries (également président du CHS) dans l'accident et demande à la direction générale qu'il soit suspendu de ses fonctions. Mais elle ne porte pas plainte contre lui.

Le 15 juin, les militants du SLT distribuent un tract reprenant les photos des anciens podiums et prouvant que les protections ont été diminuées. Le même jour, le service de surveillance d'Usinor empêche le secrétaire (F. Flatischler) et le trésorier du SLT d'entrer dans l'usine avec leur voiture personnelle pour se rendre au travail. Dans l'équipe de Flatischler, dix personnes sur douze se mettent en grève pour protester contre une telle attitude discriminatoire, qui cache une répression antisindical.

Le 22 juin, Flatischler reçoit une lettre recommandée l'informant qu'une procédure de licenciement est engagée contre lui pour faute grave et qu'il ne peut se présenter à l'usine. Raisons du licenciement: d'une part avoir interrompu le travail le 15 juin « sans motif valable et pour des raisons personnelles »; d'autre part, avoir fait obstruction et empêché deux membres du personnel d'effectuer leur tâche. En fait, les salariés en grève ont été pointés « absents sans motif »; quant aux non-grévistes, ils ont travaillé normalement.

A travers Flatischler, la direction vise le secrétaire du SLT, mais aussi le témoin de l'accident. Car le 4 juin, il a travaillé aux Coulées continues et participé à l'évacuation des blessés. Une interview de lui est passée toute la journée sur les radios nationales...

Ce n'est pas la première fois que la direction s'en prend à Flatischler. Lorsqu'il était délégué du personnel CGT, elle avait déjà entamé une procédure de licenciement à son encontre. Procédure qui avait été refusée par l'inspection du travail puis par le ministre Auroux le 13 juin 1981.

Devant cette nouvelle attaque, le SLT entame une action en référé aux Prud'hommes. Il envoie des télégrammes aux ministres du Travail, de l'Industrie et au PDG d'Usinor le 23 juin 1982, leur demandant d'intervenir contre le licenciement et les atteintes au droit de grève. Enfin, il fait circuler une pétition, signée par de nombreux travailleurs de la région et de l'entreprise...

La CGT d'Usinor, la section socialiste, le PCF et des organisations locales l'assurent de leur soutien.

Le 29 juin, Flatischler commence une grève de la faim à l'église Saint-Eloi de Dunkerque. Un comité de soutien se crée sur Dunkerque et Lille pour obtenir sa réintégration. De nombreuses actions sont menées: manifestation le 6 juillet et rassemblement le 8 à Dunkerque, occupation de la mairie à Lille le 11, du ministère du Travail le 9 à Paris et conférence de presse à la Bourse du travail, occupation de l'Assemblée nationale le 20 septembre.

Le licenciement tenté par la direction se solde pour l'instant par un échec: en effet, depuis le 10 juin, Flatischler est représentant syndical du SLT au CHS. Cette fonction le garantit contre un licenciement. Aussi l'inspecteur du travail rejette-t-il la demande de la direction. Cependant, cette dernière conteste la représentativité de Flatischler au CHS et recourt au tribunal administratif le 12 août. Le procès se déroule le 15 septembre. Le jugement, toujours en délibéré, doit être rendu le 13 octobre...

D'autre part, le juge d'instruction de Dunkerque accepte la constitution en partie civile du SLT en ce qui concerne l'accident de juin 82. Mais le Parquet, la CGT et la CFDT font appel à Douai contre ce jugement...

Aujourd'hui encore, Flatischler touche sa paye sans pouvoir reprendre son travail. Moyen comme un autre de l'isoler et de faire cesser le soutien des travail-

DANS LES LUTTES LA CONSTRUCTION DE LA SECTION CFDT USINOR-DUNKERQUE

La section syndicale CFDT Usinor-Dunkerque dissoute le 1er juin 1979

UN COMBAT
QUE NOUS
CONTINUONS

juin 1979

leurs à son égard... Car personne — pas plus la CFDT ou la CGT que la direction — ne tient à ce qu'il soit réintégré.

Les moyens utilisés pour se débarrasser de lui montrent bien que le SLT gêne suffisamment... pour rendre les syndicats traditionnels solidaires des patrons.

VANINA

On lira avec profit deux brochures sur Usinor. La première a été éditée en 1979 par la section CFDT de l'entreprise: « En pleine grève à Usinor-Dunkerque, la section CFDT est suspendue ». La seconde a été publiée par le SLT en juillet 82 et s'intitule: « Deux morts par l'acier. Le Syndicat de Lutte des Travailleurs accuse ».

(1) Notamment en ce qui concerne sa participation à la marche sur Paris le 23 mars avec la CGT; son refus de voir les négociations occuper une place privilégiée « au détriment des luttes »; sa contestation des responsables nationaux et de leur emprise sur les sections syndicales de base, qui conduit à enlever tout pouvoir aux adhérents.

CNTF

BOYCOTT DES ELECTIONS PRUD'HOMALES

La CNT vient d'organiser une campagne de boycott des élections prud'homales. Elle tient à la disposition des personnes intéressées du matériel de propagande: affiches, autocollants et un numéro spécial de CNT-ESPOIR (n.1011, daté du 15 septembre 82; 2 F.) consacré à ce thème.

Pour tous renseignements et commandes, s'adresser à:

CNT-AIT, Bourse du Travail - 3 rue Merly, 31000 TOULOUSE.

TROIS JOURS CONTRE LA MILITARISATION... (ET CONTRE LE PACIFISME?)

Quelque part en monde rural, sous le signe de l'eau comme objection insoumise et comme pluie bien entendu, se sont tenues les estivales rencontres antimilitaristes du 29 juillet au 1 août.

Comme prévu au menu, il fut question en commissions de travail:

* de faire le point sur l'état des luttes: renvoyeurs de livrets militaires, objecteurs en affectation, luttes contre le nucléaire civil et militaire, refus de l'impôt, objection collective, femmes et armées, etc...;

* de déterminer les axes prioritaires de luttes pour 82/83;

* des moyens à se donner.

Mon propos n'étant pas de faire une synthèse de ces rencontres, les personnes qui souhaitent en recevoir un compte-rendu complet peuvent écrire à Objections en monde rural (1).

Ce que je voudrais dire sur ces trois jours auxquels j'ai participé, c'est qu'ils sont principalement le reflet de notre lutte contre... et peu celui d'une lutte pour... En effet, s'il est nécessaire de faire l'état des luttes antimilitaristes et de ré-affirmer ce contre quoi il faut résister, pourquoi en rester là (pour la plupart d'entre nous) tout au long de l'année dans nos actes quotidiens?

En d'autres termes, comment utiliser notre objection insoumission à l'armée tout à la fois contre la militarisation et pour la «civilisation» de notre vie quotidienne? Pour moi, notre antimilitarisme favori met en œuvre la composante destructrice de notre violence sur un terrain, le militaire, dont nous ne maîtrisons pas (moins que partout ailleurs) les règles du jeu, auxquelles il faut nous soumettre ou nous insoumettre. Il n'y a, à mon sens, pas d'autres alternatives. Il est clair aussi que la militarisation est un phénomène bien plus profond et étendu. Par delà la conscription, notre antimilitarisme demeure. Il nous faut donc, dès au-

jourd'hui, ici et maintenant (selon la formule ad hoc) mettre en œuvre la composante constructive de notre violence sur le terrain social. C'est sur ce terrain, celui de notre consommation, de notre travail, de nos impôts, de notre relation aux autres, etc... que l'on peut se passer du militaire. Gérer directement le terrain social, c'est à dire gérer à la fois les moyens et les finalités de la production et de la consommation, c'est me semble-t-il aller très rapidement (mais non sans conflit, qu'il nous faudra d'ailleurs résoudre pacifiquement dans une perspective anti-autoritaire) vers le dépérissement de l'armée. Naïveté! Peut-être, mais active et passionnée.

Or, d'après moi, le mouvement antimilitariste se fixe, outre mesure, sur la question du service national. Pourquoi? Un élément de réponse peut être avancé quand on constate l'éventail très limité des catégories d'âges présentes lors de ces trois jours, avec une très grande majorité de 20/30 ans et une dominante masculine très nette.

Par ailleurs, notre antimilitarisme est très orthodoxe quant à ses axes de luttes et ses alliances éventuelles (hors de la lutte contre la conscription point de salut!). Par exemple, proposer, comme le faisait un antimilitariste tiers-mondiste (et vice versa...) de s'associer ou pour le moins soutenir la campagne de sensibilisation sur les excès de consommation de viandes dans les pays riches, c'est s'entendre répondre que «ce n'est pas seulement en diminuant notre consommation de viande que les problèmes de la faim disparaîtront». Elémentaire. Est-ce seulement la lutte contre le service militaire qui fera disparaître l'armée?

Autre exemple, participer aux mouvements «pacifistes», «de la paix», «pour la paix», etc... serait une façon de cautionner le communisme, l'église, la social-démocratie et j'en passe de moins horribles. Cas de conscience pour l'antimilitarisme, quelle définition peut-il donner du pacifisme, des pacifistes? Faudrait voir à ne pas cotoyer n'importe qui, quoi, quand, comment... Question annexe: antimilitaristes, sommes-nous à ce point d'accord sur un même projet social pour ne pas accepter la diversité pa-

cifiste? Et dire que des antimilitaristes pacifistes (et réciproquement) ont participé à la manif «pour la paix» du 20 juin à Paris... Où allons-nous!!!

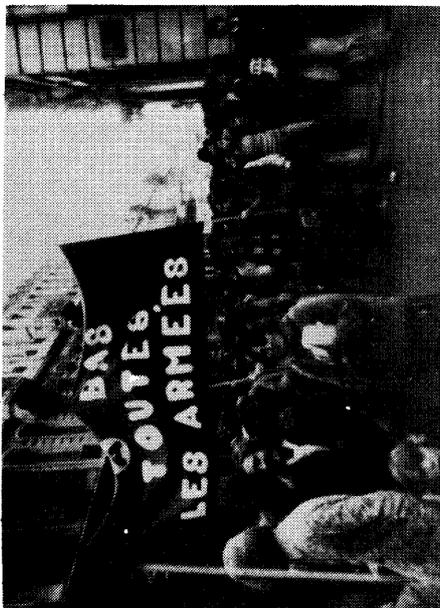
Pour moi, antimilitarisme rime avec anarchisme, syndicalisme, écologisme, pacifisme et autres shismes apatridaires, mais sûrement pas avec sectarisme. Et vous? Dans une intervention, à l'occasion de la conférence internationale sur les «possibilités de défense civile en Europe occidentale», Egbert Jahn indiquait en 1977: «Lorsqu'on examine l'histoire des idées, on constate que l'anarchie, le socialisme, le pacifisme, concrétisent sur les plans théorique et politique les trois postulats de Liberté, Egalité et Fraternité».

Après le «kaki-caca» voici maintenant le «pacifisme-de-merde». Texto!

Bon, j'arrête là mon couplet pour la coexistence pacifique et conflictuelle des mouvements pacifistes et antimilitaristes, car j'aimerais vous raconter un jeu de rôles... d'role! Cela se passait toujours pendant les rencontres, mais bien loin d'une réunion de commission.

En fait, nous avons participé (l'ensemble des antimilitaristes) à une animation gestuelle qui consistait à mettre en pratiques les techniques dites du «théâtre image» et du «théâtre forum». Grosso modo (pour plus de détails, prendre contact avec le meneur de jeu de cette soirée, qui anime habituellement une troupe de théâtre dans la Loire, en écrivant à Objections en monde rural) il s'agissait de mettre en évidence nos difficultés à sortir d'un certain type de comportement vis à vis d'autrui dans le cadre d'une situation donnée. Et les comportements en question sont très peu variés. En clair, le but de ce théâtre consiste à faire intervenir les «spectateurs» sur une situation (qu'ils vivent souvent dans leur réalité quotidienne) mise en scène par quelques «acteurs». Dans le cas qui nous intéresse ici, la mise en scène représentait une distribution de tracts (situation des plus banales pour nombre de militants-es antimilitaristes) effectuée par deux distributrices «actrices», un distributeur «acteur», une marchande des quatre saisons «actrice», une passante «actrice», et un beauf «acteur». Ces différents acteurs jouent une première fois la scène avec dialogue, matériel d'appoint devant l'ensemble des «spectateurs».

A la fin de la séquence, le meneur de jeu indique aux «spectateurs» antimilitaristes qu'ils vont pouvoir intervenir directement sur le déroulement de la distribution de tracts, en prenant la place de l'un-e ou l'autre des «acteurs-actrices» et changer, à leur manière, le jeu et le



dialogue du personnage qu'ils vont remplacer.

Eh bien ce ne fut pas triste! Ce qui veut aussi dire que, par certains côtés, c'était assez triste de constater les comportements reproduits, pour la plupart à la limite de la caricature, par les différents « spectateurs ». Notamment les stéréotypes du comportement masculin qui furent repris par des antimilitaristes virils: rapport de force physique, coups, coups de gueules en guise de dialogues, etc...

Ce qui précède m'amène à suggérer que, parallèlement à la campagne contre l'embrigadement, le mouvement antimilitariste dynamise une campagne interne de « désenrôlement » phallocratique...

Pour en finir définitivement avec l'armée, la militarisation, les machos et ces quelques lignes, je souscris entièrement à la mise en place d'une coordination « Education-Armée » par le Comité antimilitariste et d'objecteurs du Tarn (2), quoique un intitulé du genre « éducation-paix » sentirait un peu moins la militarisation de notre vocabulaire. Cette coordination a pour perspectives d'informer et de faire pression sur les syndicats, mouvements pédagogiques, enseignants, gouvernements, etc... de manière à obtenir une école à débat ouvert où nous pourrions intervenir entre autres sans contrepartie d'une présence militaire.

Vaste programme, qui devrait permettre par ailleurs au mouvement antimilitariste de sortir quelque peu de son « ghetto » et ré-investir les luttes sociales tout azimuth...

FRANÇOIS

(1) Objections en monde rural, Les Combes 42140 CHEVRIERES.

(2) BP 229, 81002 ALBI.



UN INSOUMIS TOTAL DANS LES GEOLES SOCIALISTES

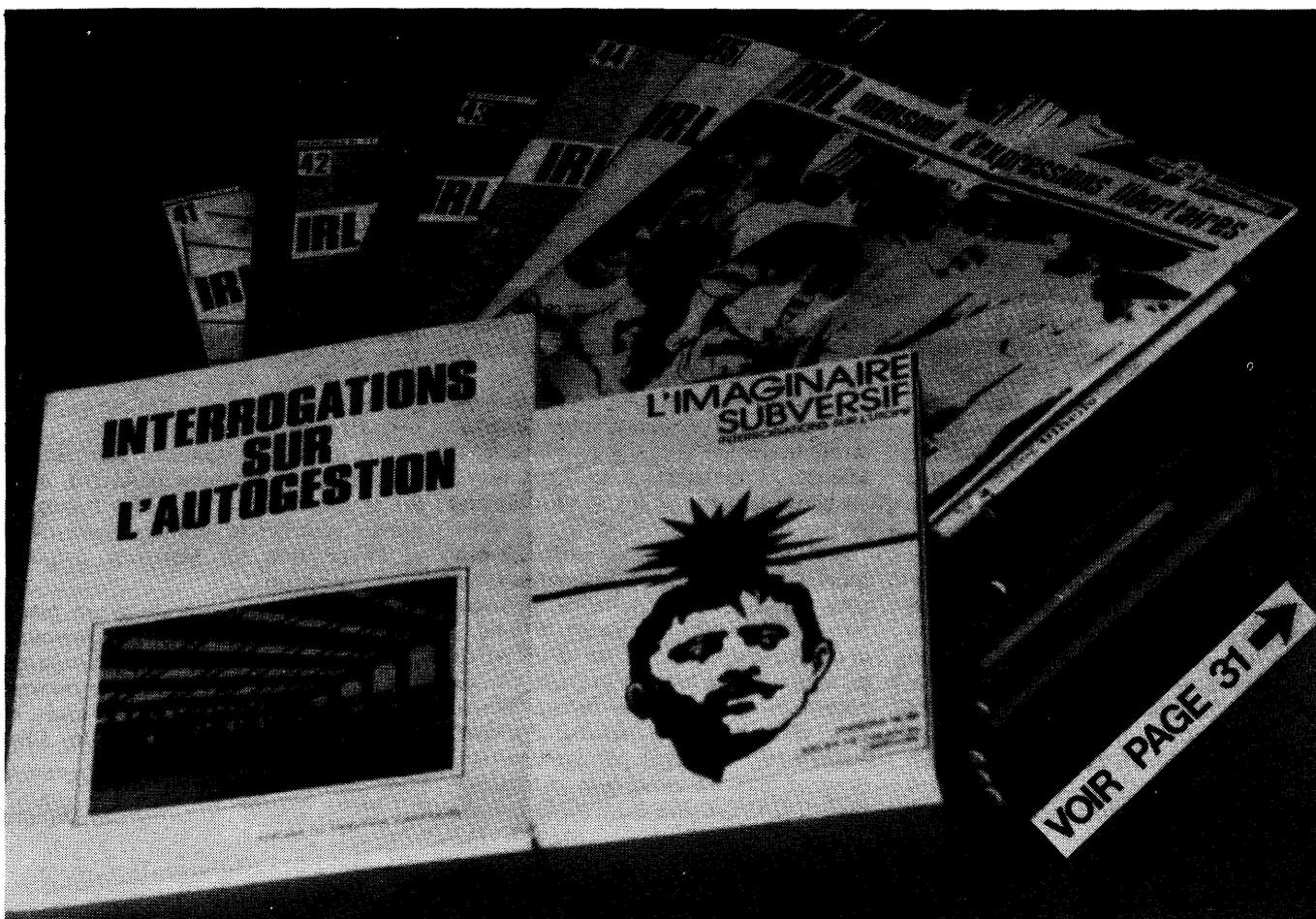
Richard LAURENT, dit « Félix », insoumis depuis le 1er octobre 1980, a été arrêté à la mi-août près d'Agen en possession de faux papiers.

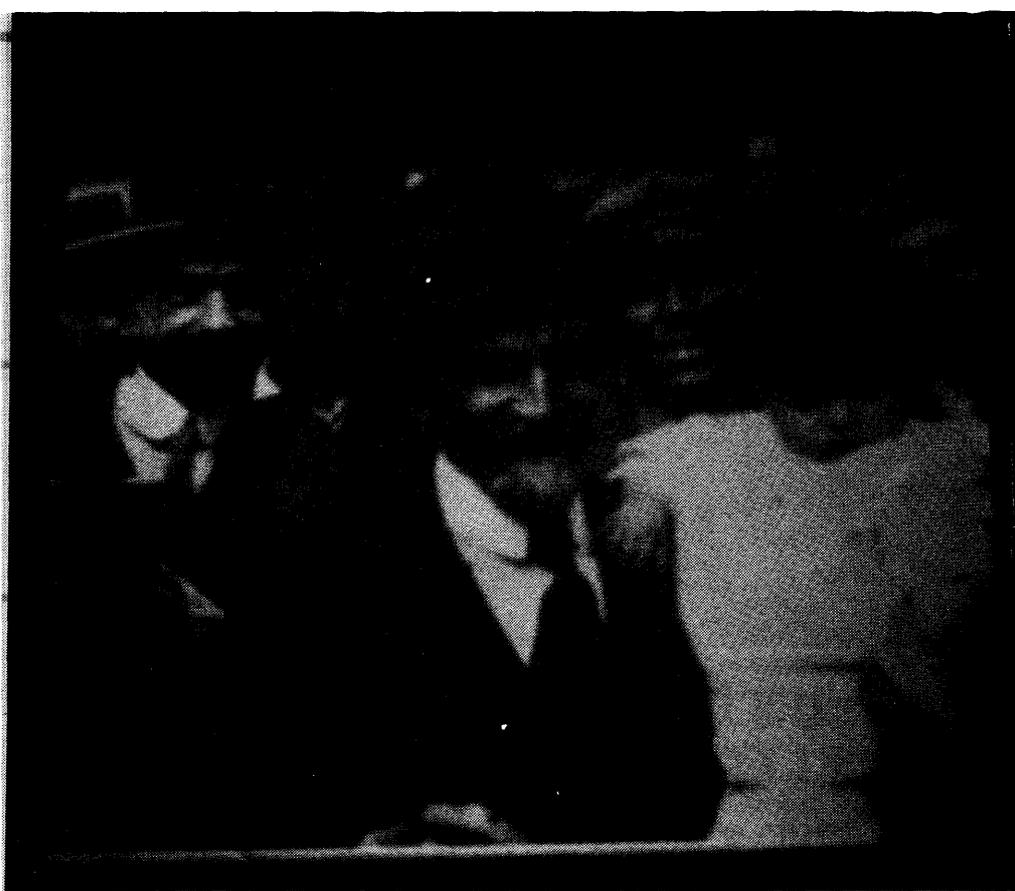
« Félix » n'est pas un inconnu pour le mouvement des insoumis: ancien collaborateur d'Avis de Recherche, il fit également partie du CIA. Il a déjà échappé à deux arrestations et s'est évadé du centre militaire Dupleix une nuit de juin 81.

Pour « Félix », le courrier est très important, le moral dépend en partie de cela. Alors, tous et toutes à vos stylos: Richard LAURENT, Maison d'Arrêt d'Agen, 44, rue Montaigne, 47000 AGEN.

Une campagne de soutien a déjà commencé, des télégrammes et des coups de fil aux autorités militaires exigeant la libération immédiate de « Félix » ont déjà été envoyés. Il faut que cela continue, la campagne doit s'amplifier, le pressing a déjà été payant dans le passé pour d'autres insoumis. Une coordination de soutien s'est mise en place à Paris et à Lyon. Pour plus d'informations vous pouvez nous écrire: CIA, C/O ACLR, 13, rue Pierre Blanc, 69001 LYON. Des permanences ont lieu tous les lundis à 20h30 à cette même adresse.

CIA Lyon





Trois jours avec Malatesta

Le 24, 25 et 26 septembre, à Milan, s'est déroulé un colloque-débat autour de l'anarchiste italien Errico Malatesta. Pour le cinquantenaire de sa mort, les anarchistes italiens ont tenu à se rappeler ce « petit-grand » homme de l'anarchisme international.

Déjà, en juillet dernier, à Ancône, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées afin de rappeler à la ville, où Malatesta avait longtemps séjourné, publié des journaux et participé activement à ce qu'on appellera par la suite la « settimana rossa », que le souvenir de l'anarchiste était encore profond. D'autres initiatives ont eu lieu dans d'autres villes et continueront jusqu'à la fin de l'année.

Il faut dire que Malatesta, même s'il n'a pas laissé une œuvre monumentale de sa pensée, a vécu près de 80 ans (1853-1932) dans un esprit de lutte humaine insurrectionnelle, porteuse d'espoir et de volonté ainsi que de raison et de réflexion. Et son apport au combat pour une société toujours plus proche de « l'anarchie » ne s'est pas cantonnée à l'Italie mais a voyagé avec lui dans les pays d'Afrique, d'Amé-

rique du Sud, d'Europe. Là où il n'a pas séjourné, arrivèrent ses articles (il a fait 36 ans d'exil et 5 ans et demi de prison). Ses articles, écrits dans un style apparemment simple, étaient compréhensibles aussi bien au Japon qu'en Argentine. Ses petites brochures (souvent des dialogues entre personnes : « Au Café », « Entre Paysans » et « L'anarchie ») furent largement diffusées dans les milieux paysans et ouvriers et dans les milieux révolutionnaires de beaucoup de pays : en Espagne, on arriva à des pointes de 500.000 exemplaires.

Avec un regard clair sur les problèmes sociaux les plus aigus (violence, antimilitarisme, antiparlementarisme, la science...) Malatesta a toujours représenté un homme et un révolutionnaire de bon sens.

Ainsi, pendant trois jours, 22 orateurs (19 hommes et 3 femmes), venant du Japon, de Hollande, d'Angleterre, du Portugal, de France, d'Italie... ont exposé l'ensemble de sa vie et de ses idées, en ne laissant presque rien de côté. Les contributions furent présentées, principalement, par des militants anarchistes, mais aussi par des historiens d'autres horizons politiques et idéologiques : Santarelli du Parti Communiste

Italien, P.C. Masini, dirigeant du Parti Socialiste Démocratique italien... Ce dernier a écrit, de façon admirable, l'histoire du mouvement anarchiste italien et continue à travailler sur ce thème.

Les contributions ont su davantage faire comprendre l'homme et l'action de Malatesta. Il serait trop long de faire un résumé de toutes les interventions, mais nous envisageons d'en publier une partie soit dans IRL, soit sous forme de livre édité par l'Atelier de Création Libertaire de Lyon. Les textes présentés lors de la conférence peuvent schématiquement se diviser en deux groupes : les interventions à caractère théorique et les autres plus historiques. « Dans le secteur historique se sont concentrés les apports culturels provenant de milieux non libertaires. A cette occasion, il faut reconnaître que ces contributions n'étaient pas exemptes de préjugés, mais présentaient des éléments réellement utiles et stimulants... ». Les aspects biographiques ont constitué logiquement un trajet obligatoire parcouru par V. Mantovani, P.C. Masini, et A. Lehning, ont offert de nombreux points de réflexion, importants, sur la formation politique et humaine de Malatesta, ainsi que l'évolution et la cohérence de cette exceptionnelle figure de révolutionnaire. D'autres contributions ont considéré des épisodes de ses multiples activités où la forte influence exercée sur les mouvements ouvriers ou libertaires d'Espagne, du Portugal, de l'Argentine, de l'Angleterre et les réflexions sur le lointain Japon. Les études de type théorique, furent exposées surtout par des militants, ou des ex-militants, pour lesquels les affirmations de Malatesta ont constitué ou constituent encore l'objet d'une constante attention ». (Umanità Nova du 3 octobre 1982).

La conférence a été organisée par le Centre d'Etudes Giuseppe Pinelli qui prépare, depuis 6 ans, des conférences (Bakounine, Autogestion, Ecologie et Liberté, Malatesta et prochainement sur le Pouvoir). Les camarades qui animent ce centre ont montré une fois de plus, le sérieux de leurs initiatives et leurs caractères enrichissants pour la pensée libertaire actuelle. Ces trois jours de conférence ont été, peut-être, trop longs et les problèmes de traduction ou de lecture incompréhensible sont à revoir. Mais nous ne pouvons, ici, qu'exprimer notre soutien et notre encouragement pour le futur.

A noter que dans ces journées, où environ 600 personnes passèrent, on a pu se promener le long des stands de presse, regarder le montage audiovisuel et l'exposition sur Malatesta préparés pour l'occasion.

En outre, une surprise et un grand moment d'émotion touche l'ensemble des participants lorsqu'un court-métrage fut projeté dans la salle : on y pouvait voir Malatesta harangant la foule et donnant des baisers à une petite fille, lors d'un premier mai en 1920.

Mimmo



DOSSIER ANARCHISME DANS LES ANNEES 80

Dans le numéro 45 d'IRL, nous lançons un appel à tous ceux qui étaient intéressés par le thème « l'Anarchisme dans les années 80 », afin que, groupes ou isolés, militants ou « marginaux » du mouvement anarchiste, ils nous écrivent ce que ce thème leur évoquait, en vue de la constitution d'un dossier. Un certain nombre de contributions nous sont jusqu'à présent parvenues, que nous publions dans ce numéro, intégralement comme promis, quelle que puisse être notre opinion sur l'intérêt de ces articles, dont certains ont été très vivement critiqués au cours des réunions, nous avons pensé qu'il ne nous appartenait pas de faire un tri. Du reste, la diversité des opinions exprimées peut déjà fournir une idée de « l'Anarchisme dans les années 80 ». D'autres contributions sont attendues pour le prochain numéro, et sans doute pour le suivant.

La publication de ce dossier se poursuivra donc sur trois numéros, ce qui laisse le temps, à ceux qui ont envie d'écrire à ce sujet, de le faire. Vous pouvez aussi envoyer vos réactions aux textes déjà publiés. Ultérieurement, cela fournira peut-être matière à la publication d'une brochure.

Nous vous rappelons les thèmes (non limitatifs) que nous proposons pour ce débat.

- (1) — Qui sont ceux qui se disent, aujourd'hui anarchistes ? Quelle est leur insertion sociale, familiale, professionnelle, etc.. ? Et comment vivent-ils les contradictions qu'elles supposent ?*
- (2) — Les théories anarchistes offrent-elles de nos jours, une méthode pour s'opposer concrètement aux diverses idéologies totalitaires, de droite et de gauche, qui semblent régner sur toute la planète ?*
- (3) — Comment ces théories peuvent-elles se développer aujourd'hui ?
a) quelles interventions sont pratiquées ou praticables autour de nous ?
b) quelles sont, ou devraient-pourraient être nos interlocuteurs privilégiés, ou ceux qui sont le plus proche de nous ?
c) comment communiquer avec eux. Quels médias privilégier (journaux, radios, TV, cinéma, théâtre, musique, etc...) ?*
- (4) — Peut-on aujourd'hui créer un espace culturel libertaire qui permette d'approfondir nos analyses, débats, objectifs, à la lumière des années 80 ?*
- (5) — La Révolution, des révolutions, des changements révolutionnaires ?*
- (6) — Quelles sont les propositions concrètes que nous pouvons faire aujourd'hui, propositions alternatives, de gestion etc... ?*
- (7) — Etat - Pouvoir - Société - Liberté - Anarchie ? Quels liens entre tous ces thèmes.*

Voilà, si vous êtes pleins d'idées, à vos plumes !



Le souvenir de Nestor Makhno

Autrefois, il y a déjà pas mal d'années, aux temps de gloire de l'anarchisme, les choses étaient relativement claires. Il semblait évident que l'évolution historique de l'humanité conduisait celle-ci vers son émancipation. L'anarchie apparaissait alors comme l'aboutissement logique du progrès auquel seuls s'opposaient ceux qui tentaient, en une lutte perdue d'avance, de conserver les privilèges qu'ils avaient acquis dans le passé. Il faut cependant noter que cette vision historique n'était pas l'apanage des penseurs libertaires, mais émanait d'abord des marxistes qui, aujourd'hui encore, s'y accrochent plus ou moins. Déjà, des individus avaient fait le choix de refuser cette vision du bonheur à long terme et de prendre le risque de vivre, dans l'instant présent, quelque chose qui, pour eux, soit la recherche de l'anarchie. Ils l'avaient fait sous diverses formes, parfois contestables, puisque cela pouvait aller des expériences communautaires à la reprise individuelle.

Mais, l'un dans l'autre, le schéma selon lequel l'évolution de la société devait conduire celle-ci à une ère d'anarchie tenait la route; les théories libertaires offraient une alternative crédible et progressiste à l'organisation économique et politique et ne remettaient pas en cause les choix technologiques de la société d'alors. Il ne s'agissait pas d'aller ailleurs, mais d'aller plus loin. D'ailleurs l'histoire était garante de ce qu'il s'agissait, d'une possibilité réelle et elle a failli basculer, au moins à deux reprises, en Ukraine et en Espagne.

Elle n'a pas basculé. Et il est peut-être un peu vain de rechercher les causes de ces échecs, de les attribuer aux manœuvres bolchéviques, aux erreurs ou aux insuffisances des mouvements anarchistes d'alors. Un peu vain parce que ces événements, au fur et à mesure qu'ils s'éloignent dans le temps, perdent de leur réalité pour acquérir une dimension mythique et devenir des sortes de défis exemplaires. Tout le monde peut se tromper, mais je ne crois pas aujourd'hui que l'histoire puisse basculer. Peut-être d'ailleurs n'y a-t-il plus d'histoire, au sens du moins où on l'entendait à la fin du XIXème et jusqu'au milieu du XXème siècle. Peut-être même s'agissait-il déjà

d'un leurre et la marche vers le progrès était-elle quelque chose d'insensé, au sens propre.

Toujours est-il, qu'aujourd'hui, une gestion libertaire de la société dans laquelle nous vivons n'apparaît plus comme une alternative crédible. La CNT pouvait prendre en charge la marche des principales entreprises industrielles de Barcelone. Même avec des prodiges d'imagination, je ne nous vois pas bien faire de même dans quelques branches des multinationales. Ou plus précisément, je ne vois pas bien comment, dans ce contexte, nous pourrions faire autre chose que les gestionnaires capitalistes actuellement en place.

Si leurs fondements sont sans doute restés les mêmes, l'Etat et le Pouvoir ne présentent plus l'aspect ouvertement arbitraire contre lequel les exploités ne pouvaient que s'opposer. Il n'y a plus, comme autrefois, de ruptures apparentes entre les pouvoirs politiques, économiques et culturels; ceux-ci entretiennent désormais entre eux des rapports d'interdépendance. Ces ruptures permettaient à chacun, selon la place où il se trouvait, de viser un ennemi prioritaire. Aujourd'hui, le pouvoir est omniprésent, mais il a acquis, parallèlement, une capacité d'adaptation qui rend d'autant plus difficile à trouver le point où il est possible de l'attaquer. Tout changement ponctuel entraîne des réactions en chaîne difficilement contrôlables. Surtout, le pouvoir infiltre toute notre existence, de façon insidieuse, qui nous empêche, bien souvent, de repérer les lieux où il se manifeste. Nos pensées ne nous appartiennent même plus. Forgées dès l'enfance par l'environnement social, ce qui ne nous laisse d'autre choix que d'y adhérer ou de le rejeter en bloc, elles sont encadrées, tout au long de notre vie, par l'influence des médias. Ce n'est pas tant le contenu de ceux-ci qui importe, qu'une certaine façon de raisonner ou de ressentir, une manière de concevoir les rapports entre les gens. Il existait, jadis, une culture populaire, clandestine, certes, mais bien vivante, dans laquelle ceux qui n'avaient pas de place dans la culture dominante pouvaient se reconnaître. Si elle peut se présenter sous différentes facettes, il n'existe plus aujourd'hui qu'une culture globale qui se caractérise essentiellement par son aspect de consommation.

Les notions de richesse et de pouvoir sont tellement infiltrées en nous que

nous ne pouvons nous situer que par rapport à elles, pour ou contre.

Tout devrait donc aller pour le mieux, et nous autres, anarchistes, pourrions n'être que des névrosés insatisfaits. Il se trouve cependant que nous ne sommes pas plus malheureux que la majorité des gens. Peut-être même moins. Du moins ne sommes nous pas toujours à la recherche d'une réussite matérielle et sociale, de toute façon insuffisante. Il ne s'agit pas d'une vague insatisfaction, basée sur un manque, mais de la certitude que nous valons plus et mieux que le rôle qui nous est dévolu. Et pas seulement nous, mais ceux que nous croisons quotidiennement et avec qui nous entretenons généralement des relations superficielles dont la dominante est la méfiance.

Que d'occasions ratées, de rencontres qui auraient pu, peut-être modifier notre existence, ou celle d'autrui et qui n'ont pu se dévoiler que l'espace d'un regard échangé, d'un geste inachevé, d'un désir non exprimé!

Nous n'avons pas l'exclusivité de ces éclairs au cours desquels nous apparaît l'ampleur du gâchis et, en balance, les possibilités immenses et inexploitées dont chacun d'entre nous dispose. Ce qui nous distingue peut-être, c'est la certitude qu'il ne s'agit pas là d'un instant de folie ou d'un rêve impossible qu'il faudra repousser ou oublier, une sorte de parenthèse, ou de raté, dans la banalité sans espoir de notre vie quotidienne. Nous savons de source sûre, puisque cette source est en nous, qu'il s'agit aussi de la réalité, d'une réalité inépuisable qui est là, toute proche, et dont cependant, un fossé nous sépare. Nous savons qu'il suffirait de changer de perspective pour qu'une autre réalité, jusqu'alors enfouie, nous apparaisse dans toute son évidence.

La société dans laquelle nous vivons et dont nous sommes complices, est basée sur la méfiance réciproque et la limitation des virtualités de chacun. La seule chose qui puisse y unir les individus, c'est leur plus petit dénominateur commun, leur bêtise et leur médiocrité. Tout le reste, la chaleur ou la difficulté des relations authentiques, un avenir que nous pourrions entrevoir et auquel nous participerions, et donc, dans une perspective libertaire, la richesse collective, ne peut être que clandestin ou furtif. Une telle société n'a donc aucun avenir, puisque son avenir ne peut-être qu'une projection peureuse, ou une démultiplication d'une réalité présente ratatinée. « Une société ayant substitué les moyens à la fin, la cohérence à la vérité, la technique à la vertu, l'efficacité au bien humain est une société qui n'est littéralement destinée à aucune autre fin que la survie à n'importe quel prix » (1).

Notre anarchisme n'est pas basé seulement (bien que ce soit là qu'il s'enracine) dans la certitude que nous valons mieux que ce à quoi nous sommes confinés, mais aussi sur l'expérience que nous avons qu'il en est de même pour chacun de ceux que nous avons réelle-

ment rencontré. C'est ce que nous avons en nous de plus profondément individuel qui est aussi ce que nous avons de réellement en commun avec les autres. C'est lorsque nous sommes le plus proche de notre vérité profonde que nous pouvons le mieux comprendre et tirer parti de celle des autres. C'est dans les moments de rupture, où l'autre laisse tomber le masque du rôle social pour laisser paraître son insatisfaction, sa soif d'absolu et d'amour, une recherche qui peut, dans son contenu, être différente de la nôtre, que cette recherche est la preuve qu'une autre vie est possible.

Il n'y a donc pas de point commun (si ce n'est que l'une et l'autre transitent par nous) entre deux réalités irréductibles. D'une part la réalité reconnue et officielle, celle qui a la parole et régit les pouvoirs économiques et politiques. Cette réalité-ci n'offre d'autres perspectives que la résignation et l'adaptation. C'est une réalité mortelle, puisqu'elle n'offre pas de place à la vie dans sa richesse et sa diversité. C'est une réalité qui n'offre aucun avenir puisqu'elle n'offre pas d'autre perspective que sa reproduction à l'infini. Si on adopte son point de vue, il n'y a pas de place pour chaque individu, mais pour un groupe. D'autre part, refoulée, enfouie et clandestine, la réalité de nos désirs, de notre vie, ne peut surgir que de façon fragmentaire, isolée, soit qu'elle ne s'impose à nous que par des flashes insistants qui n'ont qu'une influence difficilement discernable sur la totalité de notre existence, soit que certains choisissent de vivre en rupture dans ce qui peut alors apparaître comme une sorte de ghetto, ou, en tout cas apparemment, à l'écart d'un système économique et politique dominant. Pour l'instant, sans doute ne peut-il surgir, dans le temps ou dans l'espace, que des îlots de liberté.

L'existence de ces îlots est, dans notre société une contradiction fondamentale. D'une part leur existence est un défi et une menace permanente pour le pouvoir, puisque les valeurs qui les justifient sont exactement à l'opposé des valeurs dominantes. Chaque fois que l'un d'entre nous réagit de façon non programmée (et ce n'est pas toujours facile, car il peut arriver que notre position soit programmée en tant qu'opposition institutionnelle, c'est à dire intégrée à un fonctionnement prévu), chaque fois que, quelque part, un groupe de gens vit en marge des circuits et des coutumes habituels, il y a là la preuve que le mode de vie dominant n'est pas inéluctable, qu'il ne relève pas de la nécessité, mais de la convention.

Mais, par ailleurs, ces îlots peuvent aussi servir au pouvoir de creuset où il peut prendre la mesure des modifications indispensables, s'il veut conserver sa domination. C'est là qu'il peut trouver des idées pour lâcher du lest, lorsque la pression de la vie est trop forte, sans rien remettre en question de son fonctionnement fondamental. C'est ainsi qu'on retrouve, passées à l'état officiel,



Photo archives IRL

quelques idées qui furent jadis subversives et qui n'ont plus maintenant qu'un rôle de soupape et sont utilisées dans un sens fondamentalement différent. Ainsi l'écologie n'est plus qu'une alternative plus adaptée, parfois même une option complémentaire à un fonctionnement économique toujours aussi totalitaire; tout ce qu'elle signifiait d'aspiration à une vie autre est oublié. Les thèmes de liberté sexuelle ne correspondent plus à une aspiration profonde vers une vie plus riche, mais à une sorte de nouveau conformisme auquel il faut s'adapter.

Il n'est pas question de renoncer à quelques parcelles de liberté conquise; il s'agit simplement d'en reconnaître le caractère forcément fragmentaire, ce qui n'est possible que par référence à la totalité de ce à quoi nous aspirons et sentons possible. Il s'agit de n'être jamais satisfaits de ce que nous avons atteint, puisque nous savons que plus est possible.

Le souvenir de Nestor Makhno reste présent en nous, comme la preuve du bonheur possible. Makhno, ou n'importe lequel des paysans anonymes qui luttèrent en Ukraine. Ou n'importe lequel des combattants de la colonne Durutti, ou de ceux qui, moins militairement, réalisèrent l'autogestion, si brève que fût cette expérience. Ou n'importe lequel d'entre nous qui, à un moment ou à un autre, a eu la certitude qu'une autre vie était possible, toute proche. Mais ce qui me frappe dans l'histoire de Makhno, c'est le déséquilibre apparent de son

existence. Des années de prison. Quatre ans de lutte. Treize ans de misère à l'étranger. Malgré ce déséquilibre, il est bien évident que ces quatre ans ont plus d'intensité et de durée réelle que les séquences qui les encadrent. Ces quatre ans sont sa vie, de même que, parfois, un éclair de lucidité ou d'amour est plus important qu'une vie de grisaille dont il peut ne paraître qu'un accident.

C'est la réalité de cette folie, ou de cette utopie qui est seule dynamique et gage d'un futur possible, et non ce qu'on nous a habitué à désigner de ce nom de réalité et qui est celle des faux semblants et de l'aliénation quotidienne. Ce qu'on appelle alors l'histoire n'est que quelque chose de ratatiné et de frileux, dont nous pouvons seulement nous échapper par une rupture fondamentale.

Il ne s'agit donc pas d'élaborer intellectuellement une structure idéale qui remplacerait, comme un calque pourrait le faire d'un autre, celle qui nous est aujourd'hui imposée. Il s'agit d'abord de rompre cette structure figée et de proposer une direction, jamais close, jamais définissable et donc ouverte à tous les avènements possibles, une société qui soit à l'écoute de la vie et se modèle sur elle au lieu de tenter de la modeler. Toute forme d'organisation sociale ne peut alors qu'être une étape.

BORDERLINE

(1) Murray Bookchin : Utopisme et futurisme in «L'Imaginaire subversif». Atelier de Création Libertaire - Lyon - Noir - Genève.

L'anarchie, c'est naturel !

Nom : Dengremont
Prénom : Jean-Claude
Age : 24 ans
Profession : cheminot
Signes particuliers : porte des lunettes et se prétend anarchiste.

Je suis anarchiste, ou plutôt anarchisant car pour moi, anarchiste veut dire vivre en anarchie, et je ne vis pas en anarchie : je paye des impôts, je me vends au travail pour manger, boire (ah! boire) et participer à la société de consommation, je remplis que je le veuille ou non un rôle, une case vide dans la société. Je suis l'un des anti-conformistes qui prouve que chez les con-

formistes tout va bien, bref le libéralisme. Je suis une pièce de la soupape de sûreté (vous êtes certainement les autres). En m'agitant, je vais vivre l'IMAGE de la démocratie. Cela fait quatre ans que je travaille et, avant que je ne sacrifie à cette lubie, je ne voulais pas travailler ; je voulais vivre, être un marginal, un aventurier (j'avais dix-huit ans et un Robinson Crusoe mal digéré). Alors j'ai vécu, mal, les copains, le système démerde. Tu parles, il n'y a pas plus pourri que ce milieu-là. Pour être zonard, faut être un salaud, taper les gens, de-ci, de-là, vivre de petites arnaques comme un représentant en assurance-vie ou en aspirateur, sauf que toi, tu ne laisses ni assurance-vie, ni aspirateur.

Bref, bien écœuré, j'ai devancé l'appel. Oui, j'ai fait, j'ai subi le service national, un peu plus longtemps que les autres, à

cause du trou. Mais je l'ai fait et, dans un sens, c'est cela qui me fait haïr l'autorité. Merci Bigeard, grâce à toi je suis devenu anar. Maintenant, je bosse dans les chemins de fer, vous connaissez «SNCF, bien sûr». C'est bien, hein, les trains, symbole d'aventures et de voyages. Moi, je passe mes heures salariées à rêver de faire un autre boulot «intéressant», qui n'existe pas, d'ailleurs, et je me bataille avec MON patron et MES chefs. Que c'est beau d'être une grande gueule d'ouvrier pur et dur et fier de l'être! Quels pieds il a du prendre Lénine alors!

Je suis syndiqué, pardon : syndicaliste. A la CGT (hé hé!). Mais cela aurait pu être autre chose. Je suis devenu syndicaliste car, d'une part, j'avais de gros ennuis avec un vilain chef qui n'arrêtait pas de m'embêter (il voulait me muter, ce con!) et, d'autre part, je voulais découvrir la vraie conscience prolétaire. Les travailleurs, les vrais, sont au syndicat. Donc illusion, le même piège. Quelles que soient vos opinions, la CGT vous accueille, ouais, bien sûr... Et pourtant, je suis toujours syndiqué, merde, syndicaliste, je voulais dire. Je suis là — tenez-vous bien — pour représenter et propager les idées anarchistes, si si, c'est mon rôle historique, quoi. Je suis pour engueuler les stalinien, faire une description (les yeux pleins de bonheur) de la gestion directe, dénoncer ouvertement les scribouillards gauchistes du syndicat. Bref, je fais l'anarchiste («chez nous, on a de tout, même un anarchiste», dicit my secrétaire CGT permanent of course). Bon, après avoir étudié, n'est-ce pas, l'insertion professionnelle, voyons les autres. Rapidos le familial, l'affectif. C'est clair, 24 berges et pas marié, pas à la colle, pas normal (hé si si!). Non monsieur, à 24 ans on peut être marié avec une anarchiste, une gauchiste, à la rigueur ; les anars n'ont rien contre la vie de couple, vie égalitaire, bien sûr et pas trop d'enfants (pour le tiers-monde). Ben oui... mais c'est pas de ma faute, moi, mon étoile, ma dulcinée, ma moitié d'orange s'est barrée avec un pamplemousse, il y a longtemps, parce qu'il était sérieux. Il avait un objectif, lui. Moi, le mot objectif, je ne connaissais pas, je n'étais pas encore arrivé à la lettre O du dictionnaire. Alors on attend sans attendre, quelques relations de passage perdues dans le temps, mais, comme je ne suis guère un passionné, cela ne me complique pas trop la vie.

Allez hop, le social maintenant ; trouvez-moi un truc où je n'ai pas foutu les pieds et je vous offre un buffet campagne gratuit. Je ne me souviens plus très bien si j'ai participé à tout, mais alors, les antimilitaristes, les comités de ceci, les antinucléaires, le COBOM, les groupes de cela, oh oui alors! On fonce, on se défonce et, hop, tout retombe, plus personne, la fatigue quoi, le stress tu vois. J'ai vu et j'en ai ma claque. L'agitation c'est beau, mais faire le con dans les comités «pour se faire plaisir»... Alors j'ai



Photo archives IRL

changé un peu : maintenant je suis plus à l'aise dans des LDH et des UPF (vous allez voir que je vais finir social-démocrate). Je préfère discuter avec ces socialistes qui font leur B.A à la LDH plutôt qu'avec un anar nul qui ne parle que de défonce ou de stratégie P38.

Moi, de mon côté (côté stratégie) c'est plus relax. On colle, on vend des canards anars bien sûr, on discute au boulot, dans la vie. Je laisse la lutte armée aux guerriers d'Action Directe, ils ont peut-être raison, sûrement tort. Moi, cela ne m'intéresse pas (oh! le lâche, réformiste et larbin du monde capitaliste!). Si je dis que la lutte armée ne m'intéresse pas, c'est que je n'aime pas les ghettos. Mais aider un gars à la rigueur, oui, certainement même; je suis contre la chasse à courre aussi, alors la grande traque du style trouvez-le-terroriste, je serais contre (contre et actif). Descendre dans la rue? D'accord. Avec des armes? Quand tu veux. Mais lorsque nous serons des milliers. Lorsque le peuple sera dans la rue, pas une avant-garde. Tous ceux qui parlent de révolution sont surtout préoccupés par leur aura de chef. Vais-je devenir le chef, le héros, le martyr de la révolution? Alors, les donneurs de leçons les marxistes-léninistes violents, les conseillistes, les trotskos, les castoriadis, les socialistes ou barbarie, je le dis, je n'ai rien de commun avec vous. Toute cette clique récupère les idées libertaires mais ne peuvent pas voir les anars. Pour eux, nous serons toujours les irresponsables (voir Socialisme et Barbarie (*sic*) n.4-5). Ce monde-là n'est que charognards. Serons-nous toujours la charogne? Alors, les idées anarchistes (hum!)... le gros problème c'est d'être cohérent. Vous demandez quels sont les rapports entre l'Etat, le Pouvoir, la Société et l'anarchie; moi, je me demande quels sont les rapports entre cohérence, sectarisme et spontanisme.

ETRE anarchiste, ce n'est pas un badge au revers du blouson, ce n'est pas des slogans dans une manif, ce n'est pas du triomphalisme d'essence gauchiste. C'est autre chose et c'est là que le bas blaise, comme disait Blaise! Nous sommes partout (plutôt on nous voit partout), nous réussissons quelquefois de belles actions mais, question bilan, c'est comme l'URSS: globalement négatif! Je ne prête pas l'organisation, je souhaite la coordination. Etre capables d'apporter toutes nos pierres à l'édifice (belle allégorie). C'est notre désir, à Pont St Maxence, toute petite ville de l'Oise. Y apparaître comme anarchiste c'est toute une réflexion, être catalogué de terroriste, apparaître calmement, ben oui, calmos et tranquille (un peu la force tranquille de Mimi, ça paye, n'empêche!), coller gentiment sur les panneaux, distribuer de bien jolis tracts. Nous, le Cercle d'Action de Propagande et d'Etudes Libertaires, nous préférons la propagande par le texte à celle du fait violent. L'espace libertaire, c'est une certaine finesse, une constante, une bonhomie et non pas un A cerclé, un clan

coupé de tout. Il faut participer à de nombreuses choses, non pas pour l'anarchie, non pas pour que la FA gagne des militants, ou l'OCL, ou l'UA, mais pour le peuple, pur nous-mêmes. Redescendons sur terre: nous ne sommes ni meilleurs ni pires que les autres. Bas les masques, assez de morale militante! Soyons pleinement humains. Et nous aurons le double avantage d'avoir modifié la réflexion d'autres personnes et le plaisir d'avoir changé à leur contact. Tout s'effrite, sauf le naturel. Qui n'a jamais eu l'impression d'être un numéro, une machine? Qui n'a jamais eu le désir d'être libre, d'être libertaire, ne serait-ce qu'un instant? Les contacts avec les politiciens,

on voit ce que ça donne. Ils n'ont rien à offrir, ils imposent! Mais il reste les autres, tous les autres. Pour cela, encore des revues, telles qu'Agora, IRL, Basta, des radios comme Radio-Libertaire, des fêtes, des luttes sans mot d'ordre. Que l'on dise vraiment «non chef» ailleurs et dans le mouvement! Là, ce sera un changement révolutionnaire, des anars oubliant leurs sigles, leurs drapeaux, leurs déclarations et se fondant dans la masse. Avec de l'action, une nouvelle masse apparaîtra, une société libertaire en découlera simplement. C'est sensé pour qui veut comprendre.

L'anarchie, c'est naturel!

Bien amicalement, JC D.

L'homme est multiple

Ce texte voudrait s'insérer dans une réflexion ayant pour cadre l'anarchie, telle que vous envisagez de la développer dans IRL.

D'emblée, le discours sur autrui me semble voué à l'échec dans la mesure où la plupart du temps, la raison exclue l'imaginaire. Le commandement politique («Tu sacrifieras au bonheur de tes semblables») rejette à priori le commandement métaphysique («Tu persèvereras dans ton être») comme un luxe inutile. Citoyen du malheur humain, citoyen du malheur social, lequel choisir? Moi je dis: l'Homme est un et multiple, et je brûle la question.

Le pouvoir (états, églises, partis, syndicats, toutes structures plus ou moins institutionnalisées ou reconnues tacitement) méprise profondément l'individu qu'il n'a de cesse de vouloir briser par tous les moyens (prisons, armées, usines, asiles) afin d'en faire de la pâte à modeler dans laquelle asseoir encore plus avant sa parano privilégiée.

L'Homme a-t-il jamais fait autre chose jusqu'à présent que de balayer un tyran pour en mettre aussitôt un autre à la place? Est-il capable de sortir de ce cercle vicieux? La question est posée. Ses facultés d'oubli sont véritablement sidérantes, l'incroyable pesanteur des habitudes aidant... le cocktail est explosif? S'il pouvait au moins servir à dire «oui» à la vie!

Liberté cousue-mains, nous portons tous un uniforme. Tout est possible, soit... mais il ne suffit pas de se déloquer,

d'être nu pour être vrai. Nos têtes remplies d'images de corps de femmes hygiéniques comme le P.O., sont-elles encore capables de s'émerveiller d'elles-mêmes? Une véritable création de chaque seconde est-elle envisageable dans un monde où la consommation-possesion mégalomane atteint aujourd'hui quasiment le degré de saturation? Un sevrage et une renaissance individuelle anti-autoritaires ont-ils quelques chances de ne pas rester tapis ad eternam dans le cerveau poussiéreux de doux rêveurs insomniaques?

La société n'est jamais que l'addition d'un certain nombre de volontés, consciences et pouvoirs individuels. La critiquer suppose donc que l'on ne se satisfasse pas de cracher sur les autres. Un maximum d'honnêteté vis à vis de soi-même est requis. Combattre la peur et la haine. Refuser l'alternative «sois com ou bien salaud, sinon va te faire foutre». Sortir du rang autant qu'il est possible. Prendre des risques à sa mesure, quand bien même cela n'est pas aisé, et plus facile à dire qu'à faire.

Aller de l'avant en se tenant par les deux bouts: le physique et le mets-toi-physique. Au-delà du bien et du mal où tout discours ne peut qu'apparaître dérisoire face à la vie... Avez-vous déjà remarqué combien les apôtres de la «raison» peuvent avoir de points communs avec les fanatiques religieux (pléonasme!)?

Voilà, c'est tout ce que j'ai à vous offrir. Des questions que je me pose. Un acte gratuit pour voir venir... quoi au juste?

Christian LACOMBE

La presse anarchiste

Il s'avère que depuis les débuts de l'histoire de l'Anarchisme, celui-ci a toujours accordé une grande importance à son meilleur moyen de propagande, à savoir la presse écrite. C'est donc par ce biais que nous aborderons l'étude de l'Anarchisme pendant ces premières années 80, en faisant toutefois de fréquents retours en arrière afin de ne pas rompre la continuité de ce parcours.

I - UNE APPROCHE DIFFICILE

On peut étudier la presse anarchiste de différentes manières et c'est dans ce choix que réside la difficulté. On pourrait dresser des listes de titres et fatiguer le lecteur par le côté catalogue de cette entreprise. On pourrait aborder cette étude par les courants auxquels elle se rattache, par les organisations desquelles elle émane, par les thèmes spécifiques qu'elle aborde... Nous mêlerons chacune de ces méthodes en nous laissant porter par les événements et les dates, sans prétendre bien sûr à l'exhaustivité.

II - LA PRESSE ANARCHO-SYNDICALISTE

Bien que ce classique courant de la pensée anarchiste se retrouve à des degrés divers dans certaines organisations (par exemple la FA), il a toujours eu une presse spécifique et essentiellement élaborée par la CNTF.

a/ La CNTF :

- **Espoir CNT**, organe hebdomadaire de la section française de l'AIT, existe depuis le 7 janvier 1962 et vient de sortir son millième numéro en juin 82.
- **Combat syndicaliste**, vieux organe de la CGT-SR créé en 1926 et relancé depuis 1947 par la CNTF (Paris) s'adresse surtout aux camarades espagnols en France.
- **Action directe**, qui fut une feuille d'informations de la région parisienne, a semble-t-il disparu depuis fin 80.
- **Catacombes**, journal de l'UL de Paris, date de décembre 1980 et son dernier numéro est de janvier 1982.
- **L'Action syndicaliste**, journal de l'UL du Gers, a sans doute disparu après son numéro 2 en Août 81.
- **Le Courrier de l'éducation libertaire**

est le bulletin du syndicat de l'enseignement ; existe depuis Janvier 79 mais n'a plus donné de nouvelles depuis Mars 82 (n. 17).

– **Action directe**, édité par l'UL de Lille depuis Novembre 79, a cessé de paraître en Décembre 80 (n. 5).

– **La Castagne** est un mensuel toulousain essentiellement diffusé sur cette région depuis Avril 1981 (n. 5 en Février 82).

b/ **L'Union Anarcho-Syndicaliste** sort toujours **L'Anarcho-syndicaliste** (n. 46 en juin 82).

c/ **L'Alliance Syndicaliste** édite **Solidarité Ouvrière** (n. 101 en Mai 82) mais a vu une baisse réelle de ses ventes, ce qui remet en cause sa sortie d'ici la fin de l'année.

d/ Signalons enfin une expérience intéressante à l'initiative d'anarcho-syndicalistes de différents horizons et qui avait abouti à la sortie de **Liaison anarcho-syndicaliste**, de Novembre 78 à Mai 80 (12 numéros).

III - LA PRESSE ORGANISATIONNELLE

a/ La Fédération Anarchiste :

La presse de cette organisation est de trois types bien campés et correspondants aux structures de la fédération.

1 - La presse de l'Organisation :

Le Monde Libertaire, hebdomadaire depuis Octobre 77 est passé à 12 pages depuis Janvier 82 (n. 452 en Juillet 82).

2 - La presse des groupes :

Signe de la vitalité du fédéralisme, il semble que depuis quelques années les groupes fassent un gros effort dans ce domaine particulier de leur propagande.

- **La Rue**, revue du groupe Louise Michel (Paris) qui date de 1968 (n. 31, Février 82).
- **Le Lien anarchiste**, journal du groupe des Temps Nouveaux (Troyes), a cessé sa parution en Mai 80 (n. 3).
- **Volonté Anarchiste**, revue théorique du groupe de Fresnes Antony, dont le premier numéro date d'Octobre 77 (n. 19 en Juillet 82).
- **Germinal**, mensuel du groupe d'Amiens dont le numéro 1 date de Novembre 80 (n. 18 en Août 82).
- **Le Riflard**, journal du groupe de Montreuil Rosny, existe depuis Octobre 79 (n. 9 en Juin 82).

– **La Commune Libertaire**, journal du groupe de Fresnes Antony, dont le premier numéro date d'Octobre 77 (n. 11 en Mai 82).

– **L'Eveil social**, feuille d'infos du groupe de Sevrin Bondy, date d'Avril 80 et semble avoir disparu en Avril 81 (n. 3).

– **Revue de la Presse Anarchiste Internationale**, revue du groupe Varlin (Paris) se cantonne à un numéro annuel (n. 0 en Septembre 79 et n. 3 en Janvier 82).

– **La Feuille**, du groupe Varlin (Paris), est parue très épisodiquement pendant ces années (dernier numéro en Mai 82).

– **L'Anarchie**, du groupe Prudhommeaux (Versailles) semble avoir disparu début 80.

– **La Mémoire Sociale**, revue du groupe Voline (Paris) n'est paru que deux fois (Juin 79 et Janvier 80).

– **Actes**, feuille du groupe Makhno (St Etienne) qui a disparu après deux numéros en Décembre 80.

– **La Feuille de désintoxication sociale** (Valenciennes) signalée en Octobre 81 semble avoir disparu au profit de **Cafougnette est en colère** en Février 82.

– **Drapeau Noir**, journal du groupe Proudhon (Besançon) est édité depuis Décembre 81 (n. 7 en Juin 82).

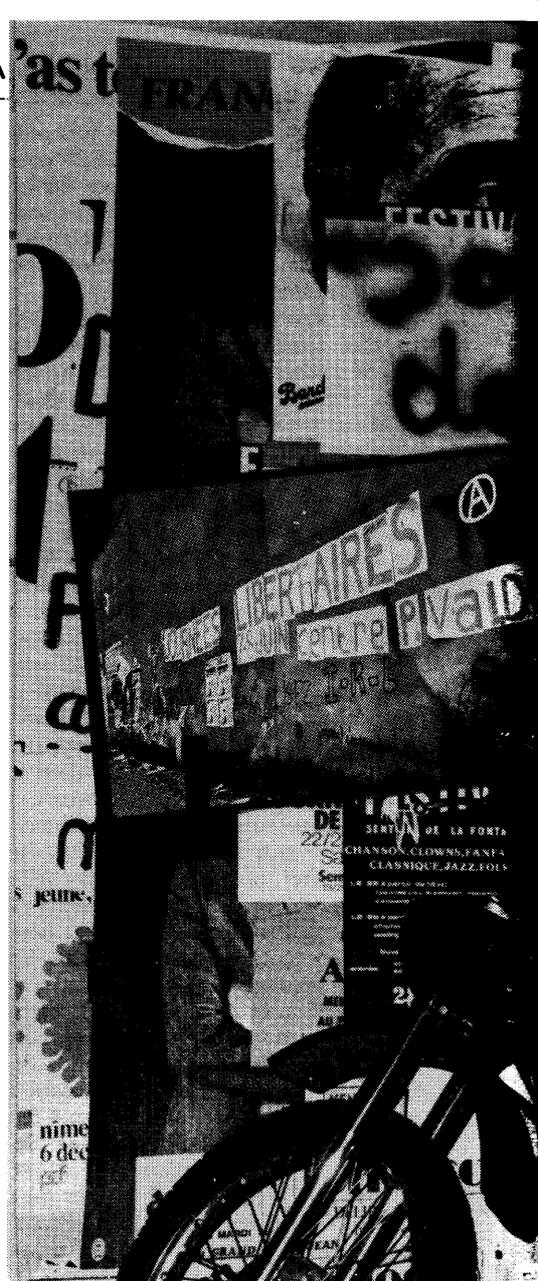




Photo archives IRL

– **Espérance** (Villejuif), journal local dont le numéro 3 date de Mars 82.

– Enfin **Larsen**, revue culturelle éditée par l'UR Centre, est la dernière de cette longue liste et l'une des rares revues thématiques de la presse anarchiste dans son ensemble.

(Le claviste se permet de rajouter à cette longue liste **L'Agitateur**, édité à Aubenas)

3 - La presse professionnelle :

Elle n'est représentée que par deux titres déjà anciens, **Gestion directe** (PTT) et **Voie libre** (SNCF) qui ne sont d'ailleurs pas parus depuis Février 81 et Juin 81.

b/L'Organisation Communiste Libertaire

Quasiment disparue de la place de Paris (le dernier numéro des **Insurgés** daterait de Mai 81?), cette organisation est représentée dans plusieurs villes de Province :

– **Courant Alternatif**, organe national de l'OCL, est élaboré par différents groupes (n. 18 en Juillet 82).

– **Italie-Infos** a disparu après deux numéros en Juillet 80 et **Espagne-Infos** (groupe d'Arles) a sorti son dernier numéro en Octobre 81 (n. 19) ce qui pré-

figure mal de son avenir.

– Il en a été de même pour **L'Abasaire** (Carcassonne) qui est mort-né en Novembre 80.

– **Acier Inox** (Caen) date de Janvier 80 et a sorti son numéro 15 en décembre 81.

– **Le Brûlot** (Reims) date de Juin 78 et a sorti son numéro 8 en Juin 82.

c/ L'Union des Travailleurs Communistes Libertaires :

– **Tout le Pouvoir aux Travailleurs** a cessé sa parution en Mars 82 (N. 45) et a été remplacé par **Lutter!** (n. 2 en Juillet 82). L'ancien **Lutter** avait cessé sa parution en Avril 80 (n. 6).

– **Le Postier affranchi** et **Cheminot en lutte**, tout comme les revues des mêmes secteurs de la FA, n'ont qu'une parution épisodique.

– Un certain nombre de bulletins de l'UTCL de diffusion très restreinte ne semblent plus exister en 82 : **Court-Circuit** (EDF), **La Feuille** (Lycéens Nancy), **Ecole en vadrouille** (Lycéens), **Zéro de conduite** (Lycéens Paris), **La Fièvre** (Santé), **L'Emancipation** (Toulouse).

d/ L'Alliance Ouvrière Anarchiste :

L'Anarchie (n. 123 en Avril 82) dont le numéro 1 date de Janvier 54, sort toujours 2 ou 3 numéros par an.

Un bulletin d'Informations de l'AOA existe depuis quelques mois.

e/ L'Union des Anarchistes :

Le Libertaire, revue de synthèse anarchiste, est actuellement publié par quelques groupes et individuels de cette organisation (n. 29 en Juillet 82).

IV - LA PRESSE HISTORIQUE ET DES CENTRES DE DOCUMENTATION

– **Les Cahiers Max Nettlau** viennent de sortir leur numéro 3 en Avril 82.

– **Le Centre de Propagande et de Culture Anarchiste** édite son bulletin **CPCA** depuis Avril 78 (n. 17 en Juillet 82) et c'est de ce bulletin que sont tirés les renseignements permettant de faire cet article.

– **La Fédération Internationale des Centres** n'a pas donné signe de vie depuis plusieurs mois et donc de son bulletin **Anarchives**.

– **Le CIRA** de Marseille édite toujours son volumineux numéro annuel (n. 17 en 1981).

V - LES COORDINATIONS ET LIAISONS

Secteur très intéressant de part sa pratique, les années 80 ont été marquées par plusieurs tentatives de regroupement (voir **Liaison anarcho-syndicaliste** déjà citée).

– Une coordination des libertaires dans l'enseignement avait vu le jour fin 79 et a sorti quelques numéros du **Cancré... Las!** (dernier numéro en Mars 82).

– Une revue plus qu'éphémère, **Les Cahiers de l'hérésie contemporaine**, n'a eu qu'un numéro 0 en Novembre 80 : elle était faite par le groupe anarchiste **Soleil Noir** de Cadillac et la section bordelaise de **Jeune Taupe**.

– **La Liaison libertaire du Sud Ouest** a édité le bulletin **K'anar** d'Avril 78 à Octobre 81 (n. 31) ; parallèlement des libertaires de Bayonne-Anglet-Biarritz éditaient une feuille locale, **L'Insurgé**, en Mai 80 et qui sort toujours (n. 12 en Juin 82) ; toujours dans cette région, mais de manière plus épisodique est apparu **Erran** en Avril 80 qui couvre le pays basque nord (n. 4 en Octobre 81). **Les Cahiers Noirs**, qui sont une réédition des textes théoriques, sont également édités par les camarades de Bayonne (n. 4 en Novembre 81).

– **Poble d'Oc**, tribune révolutionnaire occitane, est sorti très régulièrement pendant ces années 80 (n. 43 en Mai 82).

– Pris en charge par des camarades suisses (**La Chaux de Fonds**, **Genève** et **Zürich**), **Le Réveil Anarchiste** est également élaboré par un groupe français, le **CESL** de Besançon (n. 10 en Juin 82).

– **Emancipations**, journal libertaire du

Pays basque, Landes et Béarn, sort depuis Mars 82 (n. 3/4 en Juillet 82).

— Présenté comme un journal d'information et d'expression populaire, le **Radis Noir** a été longtemps le journal de la coordination libertaire de l'Oise (n. 0 en Avril 78) et ne semble assumé depuis quelques temps que par le groupe FA de Noyon (n. 20 en Juin 82).

— Autre exemple de travail commun, le **Cercle d'Etudes Sociales** de Perpignan, la **liaison FA** de Béziers et le **Syndicat Autogestionnaire des Paysans** de St-Affrique, éditent **Infos et Analyses Libertaires** depuis Avril 81 (n. 6 en Mai 82).

— La **Coordination libertaire lyonnaise** édite **Café Noir** depuis Novembre 81 (n. 6 en Mai 82).

Pour terminer cette rubrique, signalons qu'un certain nombre de titres faits par des collectifs ou coordinations ont disparu au cours des années 79-82: citons **Espagne révolutionnaire**, **Les Raisons de la Colère**, **le Bénéfique**, **Espagne en lutte**, **Colères**, **Feuilles libres**, **Liaison Nord-Picardie**, **Perspectives libertaires**, **Le P'tit libertaire vendéen**, **L'Acariatre** etc...

VI - LA PRESSE DES COLLECTIFS

Cette presse a tendance à prendre de l'ampleur par rapport à la presse organisationnelle comme on peut s'en rendre compte en compulsant la liste des titres des années 50 ou 60.

— L'une des plus anciennes revues, **L'Homme libre** (n. 1 en Octobre 1960), continue avec régularité sa parution trimestrielle (n. 92 en Juillet 82).

— **L'Anarcho** qui faisait suite à **L'Anarcho syndicaliste** (1969) a cessé sa parution après 186 numéros en Octobre 80.

— **Informations rassemblées à Lyon**, qui s'intitule plus simplement **IRL** va bientôt dépasser les 10 ans de parution depuis son premier numéro de Décembre 73 (n. 46 en Juillet 82).

— **Le Réfractaire** a également une parution très régulière depuis sa création en 1975 par May Picqueray (n. 74, Juin 82).

— **Tribune Anarchiste Communiste** vient de s'arrêter après 33 numéros en Février 82 (première parution en 1968): son équipe rédactionnelle éditait également **Courrier Anarchiste Communiste** (n. 19 en Septembre 81) et **Floréal** (n. 4 en Avril 81) avec d'autres militants autogestionnaires.

— A Toulouse, l'équipe de **Basta** (n. 1 en Janvier 76) continue assez régulièrement à sortir son mensuel (n. 24 en Mars 82) avec de temps en temps des interruptions, comme début 80 ou fin 81, de plusieurs mois.

— **Civilisation libertaire** a accumulé les difficultés techniques et financières pendant les années 80 et 81 mais semble reprendre une parution un peu plus régulière ces derniers mois (n. 249, Avril 82).

— Nouveauté importante des années 80, la revue **Agora** (N. 1 en Février 80) est l'une des réussites de cette période dont le mouvement libertaire avait besoin (n. 11, Juin 82), tout comme **Iztok**, revue libertaire des pays de l'Est qui pa-

raît en français depuis Mars 80.

— Corrélativement à cet ensemble, un certain nombre de titres ont disparu après une seule parution (caractéristique trop souvent habituelle de la presse libertaire) comme par exemple **Athénée Infos**, **Commune libre**, **l'Anardennais**, **l'En Dehors** ou **Foulard Noir**. D'autres ont eu une parution plus qu'irrégulière comme **Assemblée Générale** ou **Noir et Rouge**.

— **Barabajagal**, revue écologique libertaire, a tenté de reparaître en Mars 81 sans donner de suite à cet unique numéro. Parmi les derniers nés, citons **Les Rebelles**, journal consacré aux prisons (n.2 en Mai 82), **Le Caillou dans la fronde**, ronéoté du **Collectif Autonome Périgourdin** (n. 1, Avril 82) et **Cité d'Urgence** (n. 1 en Mai 82). **L'Aminoir**, journal d'expression libertaire de Lille, qui avait disparu en Janvier 81 (n. 4), tente de ressortir sous une nouvelle formule depuis Mai 82 (n. 0).

— Deux revues poétiques, le **Désir libertaire** et **Esquisse**, sortent très épisodiquement alors que nous n'avons plus de nouvelles de **Poétic 7** depuis très longtemps.

— Enfin terminons ce paragraphe avec la nouvelle série de parution d'**Avis de Recherche** qui s'est transformé en agence de presse libertaire et a sorti déjà deux numéros de ses dossiers.

VII - EN GUISE DE CONCLUSION

Afin de situer ces années 80 par rapport à l'histoire de la presse anarchiste, nous avons repris l'étude faite par Maitron dans son «**Mouvement anarchiste en France**» qu'il résumait par ce tableau qui date de 1973:

(voir tableau)

Maitron constatait un effondrement du rayonnement anarchiste en 1971! Que dire de plus sinon que Maitron sous-estime tous ses chiffres ou alors que le rayonnement de la presse libertaire prend un nouvel essor en ces années 80!

Gérard DUPRE
(membre du CPCA)

NB: Nous nous excusons des éventuels oublis ou erreurs qui se seraient glissés dans cet article.

	Total des n. parus	Total des titres	Nombre de mensuels	Nombre d'hebdomadaires
1893	192	16	5	2
1913	366	14	6	5
1922	189	13	5	2
1924	512	16	4	1 et 1 quotidien
1938	198	14	6	2
1971	100	19	5	0
.....				
1981	270	66	8	3



Anarchistes contre libertaires ?

Les questionnaires par rapport à une situation correspondent par définition à des périodes creuses, car sinon les problèmes porteraient sur la tactique et non les perspectives. De plus, les questionnaires ont le défaut de ne toucher que les individus à la plume facile, ou bien les maniaques de telle ou telle solution miracle (non violence, jus de carotte, action directe avec bombinette, etc...).

En plus, les questions me semblent terriblement floues: de « l'espace culturel » aux « changements révolutionnaires », sans oublier la théorie, la pratique et qui les représente. Face à cela, on pourrait presque reprendre tout à zéro. C'est peut-être une solution.

Vu de l'intérieur, le mouvement anarchiste semble balancer entre la pratique éducationniste ou l'appel à la violence révolutionnaire (que ce soit sous la forme d'attentats, de grèves insurrectionnelles ou de mouvements armés, c'est-à-dire la pratique de Ravachol, de la CNT-FAI et de Malatesta-Makhno). Mais vu de l'extérieur, on a franchement l'impression qu'il y a une cassure entre les militants libertaires et la pratique libertaire de pas mal de gens (les anarchistes au sens classique d'un côté et les libertaires dans le sens vague de l'autre).

Les circonstances historiques de calme ou de pression règlent rapidement l'efficacité de telle ou telle pratique anarchiste, sans exclure du reste la multiplicité: l'exemple le plus frappant étant celui de l'Espagne 1930-36 avec les propagandes naturistes, culturelles, d'attentats, de syndicalisme et d'insurrections.

Le problème le plus angoissant est celui de l'attitude des anarchistes vis à vis des libertaires. En période calme, les anarchistes — le militant se considérant comme tel — se méfient des libertaires — qui ont des pratiques et des attitudes anars, sans suivre la théorie et la tactique anarchiste — et les prennent pour des réformistes ou des sortes de provocateurs, ou bien de futurs militants, qu'il faut un peu bousculer pour qu'ils deviennent conscients. Il en résulte que pour les libertaires, il y a peu de différence entre les partis politiques et les groupes anar-

chistes. Et il suffit de lire comment les anarcho-syndicalistes traitent les anarcho-individualistes ou anarcho-communistes — ou vice versa — et comment la Fédération Anarchiste traite les groupes et autres organisations anarchistes — et à l'opposé — pour retrouver la même ambiance de lutte intestine qu'entre les « dépositaires » de l'authenticité marxiste léniniste, de la foi chrétienne, etc...

Mais en période révolutionnaire, cette séparation devient abérrante. Pendant la révolution russe de 1917-1921, on a des anarchistes tellement séparés des masses qu'ils collaborent avec les bolchéviques — sciemment ou naïvement comme Emma Goldman et Alexandre Berkman — alors que Makhno se fond dans les masses ukrainiennes. Dans l'Espagne de 1936-39 la coupure des masses libertaires et des anarchistes se fait en réalité entre travailleurs et militants de base anarcho-syndicalistes et les partis politiques alliés aux leaders anarcho-syndicalistes pour freiner l'autogestion révolutionnaire.

C'est cette vision confuse des « autres » de la part des anarchistes qui me semble une grande faiblesse. Quand on parle d'espace culturel, on risque de tomber dans le mythe du perfectionnisme non autoritaire avec sermons philosophico-religieux, qui annonce la révolution pour le XXI^e siècle. Prêcher de grandes tactiques d'affrontements de classes, c'est cette fois ne plus prendre les gens pour de futurs ascètes, mais pour des girouettes orientables et récupérables.

On oublie les moments où les masses, les mecs, la foule, adoptent des attitudes parfaitement anarchistes. C'est précaire, fluctuant, instable. C'est vrai, mais comment croire au sérieux, à la stabilité d'anarchistes s'abaissant à de querelles de chapelles ou, pire, se prenant pour les propriétaires de leurs idées, et les combattant parfois (1936-39 en Espagne) quand la base veut les appliquer.

Un démonstration évidente est donnée par l'Espagne et la Pologne. Deux pays qui, en 1975, ont à peu près le même nombre d'habitants et sont victimes d'une dictature ménageant certaines ouvertures libéralisantes. Mais dans un cas on a une structure anarcho-syndicaliste en développement et dans l'autre des noyaux informels sans vision théorique nette. En août 1980, Solidarnosc se crée et demeure malgré la répression;

en Espagne les anarcho-syndicalistes, réduits à quelques dizaines de milliers après avoir peut-être atteints 200 000 militants, végètent et se combattent entre eux. Si on laisse de côté la pression anti-marxiste léniniste accumulée depuis 1944 et la crise économique profonde de la Pologne, on constate que l'année 1976 en Espagne a connu des moments de tension presque insurrectionnelle (Vitoria), et depuis une trahison des syndicats socialistes et communistes et une augmentation constante du chômage qui auraient bien pu aboutir à une explosion de syndicalisme d'action directe comme Solidarnosc (et qui sait, bientôt...).

Je sens une approche vraiment anarcho-syndicaliste en Pologne, sans doute parce que l'autoritarisme étant partout, il semble logique de l'éliminer le plus possible. En Espagne, le culte du vedettariat, du prestige social — enraciné par la société de consommation — fait que les anarcho-syndicalistes sont tombés comme des mouches dans la glue du pouvoir entre cliques différentes (Et que je sache, il n'y a pas eu en Pologne de discussions à coups de matraques entre militants comme en Espagne entre anarcho-syndicalistes).

J'en déduis donc que ce n'est qu'avec une plus grande fascination de la société que nous connaissons des réactions vraiment libertaires. Et avec Mitterand, on est bien parti pour cet encadrement fascisant comme en RFA et en Suède. Notre tâche est tout naturellement de tirer la leçon du sectarisme actuel et passé tant entre anarchistes que vis à vis des libertaires. Dans ce sens, aucune tactique n'est exclusive, si elle est ouverte et perméable à une pensée libertaire véritable. Ecologie? OK, mais avec une vue autogestionnaire de bas en haut. Jus de carotte, esperanto, anti-tabac, etc...? Oui, en reliant à la corruption qu'impose l'Etat et à un cadre global d'action directe.

Et cette action directe m'amène à poser le problème des pays sous-développés (et ils ne sont pas en voie de développement) où le fascisme existe clairement, mais où les structures mentales peuvent être majoritairement médiévales ou très autoritaires. Malatesta disait que dans une révolution les anarchistes devaient aller le plus loin possible et expérimenter librement leurs conceptions, même en étant minoritaires. C'est la tâche des anarchistes et libertaires des pays industrialisés de multiplier leur aide pour créer le plus possible de Makhno et de Durruti dans le Tiers Monde où leurs actions peuvent engager des dizaines de milliers de personnes, au moins.

En résumé: l'anarchisme existe en proportion inverse du sectarisme des soi-disants anarchistes.

Grand-père Max

NDLR à l'attention du Grand père Max : nous serions intéressés à prendre contact avec toi.

Anarchistes des années 80

Peut-on être anarchiste dans les années 80? Le fait même de poser une telle question permet de secouer toutes les certitudes annoncées par une partie d'un mouvement qui ne cesse de ressasser son passé, ses mythes et ses passions (au sens religieux du terme), d'en crever, mais aussi d'en RE-NAITRE.

1 - UN ANAR, QU'EST-CE QUE C'EST ?

Le CIRA avait essayé d'en cerner les contours (cf. « Société et contre-société »). Le côté parcellaire de cette étude avait entraîné des incompréhensions, des polémiques. Mais l'idée de départ est riche de projets. Avec bien des difficultés, j'essaie d'inventorier ce qui fait la richesse du mouvement : les racines locales. Cette étude sur le mouvement anarchiste 1940-1980 (en cours de recherche) débouchera, je l'espère, sur un inventaire analytique des expériences locales, une bibliographie, un état de la documentation. Les conclusions provisoires que je peux esquisser ici, peuvent être une réponse à la première question d'IRL (n. 45, p. 2).

Les anars en 1982? Il s'agit tout d'abord d'un mouvement éclaté. Le mouvement organisé et/ou organisationnel (c'est-à-dire les groupes locaux, autonomes ou intégrés à une organisation nationale ou régionale) est très restrictif par rapport au mouvement au sens large. Bien des camarades se rouvent dans des expériences multiples sans que l'étiquette soit de rigueur (antimilitarisme, antinucléaire, écologie, presse d'expression libre, radio-libres, imprimeries, restaurants, librairies, musique, poésie...). Ils y cotoient d'autres courants de pensée.

Le mouvement organisé ne recoupe qu'une fange de ces « militants ». Bien des personnes sont anars par choix culturel, par refus. Ils font des bombages (A cerclé), hissent le drapeau noir aux manifs, ou le foulard noir lors des rencontres diverses. Qu'il s'agisse de comportement ou d'interventions ponctuelles et spontanées, il n'y a pas de références à une organisation, ou à une réelle connaissance théorique. L'anarchisme est un refus mais pas seulement cela.

Si on se réfère au mouvement organisé, on peut dire :

- il est faible numériquement
- il y a continuité au niveau local, même si les sigles changent
- il y a des problèmes pour avoir une insertion sociale réelle : la jonction entre les noyaux de travailleurs et la frange issue des lycées et facs est difficile.
- il est atomisé, parcellisé. Les échanges entre militants de groupes différents sont encore trop restreints, malgré les efforts de nos camarades du CPCA, voire de K'antar, de la CNAS, des coordinations régionales, il y a quelques années.
- l'intervention sociale est limitée.

Le militant anar organisé en 1982 tend à mieux s'insérer, à se « stabiliser ».

Pour avoir « vécu » le mouvement depuis 10 ans, je pense qu'il y a actuellement une mutation. Auparavant, le camarade, souvent, se distanciant du mouvement en vivant une vie de couple ou de famille classique (avec enfants...). Maintenant, je me demande s'il n'y a pas, dans certains groupes, intégration de ce facteur à la dimension militante, et non plus rejet. Peut-être que je me trompe. Mais c'est une impression car je ne dispose pas d'un échantillon de cas suffisamment large pour faire une étude objective.

Souvent le militant anar vit son insertion professionnelle par une série de refus, de rupture, d'a priori, qui bloque une intervention de longue haleine qui, sinon, serait très positive. Il serait intéressant que les camarades ayant une intervention militante dans leur entreprise (secteur privé ou fonction publique) exposent comment ils vivent le rapport anar/entreprise, en dépassant les constatations de types syndicalistes (ou anti-, ou anarcho-). Depuis 10 ans, nous avons trop idéalisé le refus du travail, les ruptures dans l'entreprise, le système de production/exploitation, le syndicalisme. Là aussi les éléments sont trop restreints pour que j'émette une conclusion. J'aimerais que les camarades de Nice (Pollux), du GAS Perpignan, Rouen, Nantes, Lyon (SAT), etc... se parlent.

Les contradictions sont manifestes entre le discours et le vécu. Au cours d'un débat à « La Vieille Dalle » (Orléans) sur l'existence ou non d'un mouvement alternatif, certains les résolvaient par une série de ruptures (divorce, refus de l'électro-ménager, démission des entreprises, etc...), ce qui correspond à une

fuite en avant. D'autres (dont je suis) pensaient que les contradictions sont nécessaires à la vie, et inhérentes à toute société.

Je pense qu'il ne peut y avoir une vie quotidienne spécifiquement anar. Toute relation sociale est le fruit de confrontation, de rapport de force, de pouvoir, de conflits et donc de contradictions. Vouloir refuser celles-ci ne peut conduire qu'à un superbe isolement de type aristocratique, élitiste, ou alors à une démarche nihiliste.

Nous vivons dans une société, analysons celle-ci et agissons.

2 - THEORIES ANARCHISTES ?

Le mouvement s'est nécrosé, à force d'annoncer des banalités dont les références aux grandes passions servaient plus de catéchisme que de démarche pour une recherche théorique.

Les conflits de chapelle, interorganisationnels, ont freiné l'élaboration (et surtout la diffusion) de concepts opérationnels contre le totalitarisme. L'idéalisation d'un Eden anar a souvent renvoyé aux calendes grecques la réflexion.

Pendant longtemps, quelques camarades ont prêché dans le désert, trouvant plus d'échos dans la périphérie que dans le mouvement (cf. Noir et Rouge). La situation a évolué favorablement depuis quelques années. L'impact des revues comme « Interrogations », « IRL », « La Lanterne noire », « Agora », « Courant alternatif », « Lutter » (première série, celle de l'OCA), illustre bien l'intérêt des diverses démarches. Les publications du CPCA, Cahiers Max Nettlau et les productions de l'Atelier de Création Libertaire, ont le même rôle.

Mais nous n'avons pas encore une **Méthode** réellement opérationnelle. Je me demande si le principal obstacle n'est pas d'ordre structurel : jusqu'ici tout approfondissement susceptible de produire une théorisation entraîne soit un éclatement, soit une dérive (ultra-gauche le plus souvent) des groupes à l'origine.

Jusqu'ici les rapports avec les courants proches (conseillistes, luxembourgistes, ultra-gauche) se résumaient plus à un ralliement des libertaires aux groupes de ces courants (voir l'apport militant d'ex-membres du mouvement libertaire à Révolution Internationale, PIC, Théorie Communiste, etc...). On peut espérer que les échanges seront mutuels avec des groupes ou revues comme « Echanges et Mouvement », « L'Eveil internationaliste » (St Nazaire), « Soprano (Nantes), T.U.L (Laval), « Sans Réserve », « Communication » (Grenoble), « Révolution Sociale ! », « L'insécurité Sociale », etc...

C'est en confrontant les points de vue avec ces camarades que nous enrichirons notre démarche, et non en se cantonnant à des relations institutionnelles comme l'UPF, « Libre Pensée », franc-maçonnerie, etc...

3 - ESPACE CULTUREL
LIBERTAIRE ?

Il est nécessaire, et des embryons existent (Agora, IRL, CPCA, Max Nettlau). A nous de multiplier les expériences (centres de documentations, librairies,

espaces de discussion, d'exposition, etc...), de confronter les points de vue, de maintenir le dialogue: rencontres, échanges de presse, etc...

Salut. C'est tout pour aujourd'hui.

Jean-Michel LEBAS
Orléans 22/5/82

çant d'illusions et de beaux rêves sur une société idéale à venir ressemble à attendre un messie quelconque, non ?

Vouloir vivre en anarchistes en autarcie, dans son petit coin, seul ou à plusieurs dans son squatt, sa communauté, son atelier artisanal et autogéré, si ça a le mérite d'être moins en contradiction que la solution précédente et que ça apporte un mieux-être, ça ne suffit pas non plus...

Nous croyons que la solution est de se battre pour un projet de société (surtout pas de planification comme des camarades semblent tentés de le faire!), pour une société future à inventer chaque jour tout en vivant le moins possible en contradiction avec nos idées. Crier «Mort aux lois!» et les respecter scrupuleusement, ou dénoncer (ou simplement se «désolidariser») de ceux qui ne les respectent pas au nom de l'idéal anarchiste, c'est se placer sur une pente savonneuse! Gueuler «A bas toutes les armées!» et payer ses impôts, voire travailler dans une usine d'armement, c'est un peu léger pour convaincre, non ?

Aujourd'hui, toutes les idéologies «socialistes» ont tristement fait leurs preuves. Seules restent les idées, les propositions anarchistes... avec le «bénéfice du doute» dans la tête de pas mal de monde. Il est temps de prouver que l'anarchisme est une idée qui «tient la route» et cesser, les uns et les autres (Hé! Hé!) de se marginaliser systématiquement ou de s'enfermer dans sa tour d'ivoire.

Amitiés fraternelles.

Groupe Albert Libertad
Fédération anarchiste

Futur au quotidien

Paris le 8.07.82
Salut compagnons,

Nous sommes un groupe (très) récent fédéré à la FA et nous apportons notre point de vue pour le dossier que vous comptez réaliser sur l'anarchisme en 82.

Nous pensons qu'aujourd'hui, le mouvement anarchiste est dans une impasse. (Par mouvement anarchiste nous entendons l'ensemble des individus se réclamant des idées anarchistes, et non la seule FA).

Pourquoi? Actuellement deux théo-

ries divisent le mouvement et posent plus de questions que la sempiternelle discussion sur les trois courants «anarcho-syndicaliste», «anarcho-communiste» et «individualiste».

Une part du mouvement anarchiste lutte pour une société future idéale, l'autre part pour vivre l'anarchie au quotidien.

Ceux qui se battent pour la société libertaire future ne veulent pas entendre parler de ceux qui prônent l'alternative libertaire au quotidien et vice versa.

Nous pensons, nous, que l'un ne va pas sans l'autre.

Vivre totalement «intégré» dans la société que l'on veut combattre en se ber-

L'organisation spécifique

Aujourd'hui, l'organisation anarchiste spécifique est plus que jamais nécessaire. Face à tous les récupérateurs, à tous les déviationnistes et à tous les opportunistes dont fait l'objet l'anarchie, les anarchistes regroupés de façon spécifique doivent être sans cesse présents non seulement dans les luttes, mais également face à tous les pseudos libertaires. Aujourd'hui, l'anarchie fait recette, beaucoup de maîtres-censeurs s'en réclament, de certains intellectuels en mal d'écrits ou de paroles en passant par les habituels trotskolistes-libertaires de tous poils.

Il n'y a qu'un anarchisme, qu'une idéologie, qu'un système, qu'une éthique et qu'un idéal, cet anarchisme-là, c'est celui défini par les Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Malatesta... L'anarchisme historique et authentique contient en lui-même des tendances et des particularités différentes, selon les circonstances, les lieux ou les aspirations de chacun. Mais comme le disait très justement Malatesta, les anarchistes où qu'ils soient (dans les syndicats réformistes et même dans les confédérations anarcho-syndicalistes, dans les associations, dans les luttes et les revendications), doivent avant toute autre chose, se revendiquer, s'assurer et agir en tant qu'anarchistes.

L'organisation spécifique doit être de

plus en plus forte et de plus en plus implantée parmi la population car elle doit être perçue comme la figure authentique du mouvement anarchiste historique. L'organisation spécifique est une «minorité agissante» qui forme les militants les plus combatifs mais aussi les plus intransigeants, tant dans les luttes que dans les considérations idéologiques et théoriques. En période révolutionnaire, l'organisation spécifique doit être le fer de lance de l'idéal anarchiste.

Non, Proudhon, Bakounine ou Malatesta, ce n'est pas du passé. Leurs analyses, leurs conceptions ne sont pas dépassées. Au contraire. Il faut les lire attentivement, approfondir leurs pensées et l'on s'apercevra que, face à la faillite du capitalisme et du marxisme (et ses dérivés «libertaires»), il faut toujours être leurs fidèles continuateurs, leurs héritiers, sans jamais perdre de vue le fait que, où que nous soyons, quoi que nous faisons, nous sommes des anarchistes. Sans organisation spécifique, pas de révolution et surtout pas d'anarchie possible.

NADEJDA

A SUIVRE

PEDRO NOLASCO ARRATIA / CHILI

Le 11 juin 1982, un copain parisien a interviewé pour IRL des libertaires chiliens émigrés. appartenant au groupe Pedro Nolasco Arratia...

Tout d'abord, il faudrait vous présenter...

Après le putsch de 1973, une trentaine de camarades ont émigré, de 1974 à 1977. En 1971-1972, au Chili, nous avons mené un certain nombre d'activités. La Fédération anarchiste chilienne s'était dissoute en 1960 à la suite de divergences sur la révolution cubaine mais les contacts n'étaient pas rompus. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, on a eu davantage de possibilités.

Pour se rendre compte de notre importance numérique, rappelons que

lors des deux mini-congrès, entre 1972 et 1973, nous étions une douzaine de groupes et environ 70 délégués jeunes — beaucoup de jeunes — et vieux du nord, du littoral, de Valparaiso, de San Antonio, Porto Toro, Talca, etc... Beaucoup de militants appartenant aux milieux intellectuels. Ils avaient découvert les idées libertaires pendant leurs études, avec des professeurs comme Juan Rivano (actuellement réfugié en Suède), enseignant la philosophie à l'Institut pédagogique. Avant le putsch, il y avait au moins trois groupes à l'Université (l'Iris, par exemple).

Le gouvernement Allende avait établi des archives policières de haut niveau dont les militaires s'emparèrent; de ce fait, plusieurs camarades durent émigrer à cause de leurs activités syndicales, universitaires ou purement anarchistes. Très peu de camarades échappèrent à la prison (les camarades paysans surtout ont beaucoup souffert).

Dans l'émigration en Europe, avec la création de la *Coordinadora latinoamericana* — pendant trois ans — un groupe de Chiliens a établi de nombreux contacts. Grâce à son travail de fourmi, les camarades anarchistes latino-américains, éparpillés dans l'émigration, ont pu se retrouver. En janvier 1981, une rencontre libertaire latino-américaine a eu lieu à Paris. Afin de préserver les acquis, en février 1981, nous avons créé le groupe Pedro Nolasco Arratia, com-

posé de libertaires chiliens en exil et de camarades de Hollande, Grande-Bretagne, Italie, Allemagne (en formation) et France.

Pourquoi «Groupe Pedro Nolasco Arratia» ?

Parce que c'est le nom d'un camarade anarcho-syndicaliste qui, à partir de 1931-1934, a commencé à militer. Durant plus de quarante ans, il a représenté un des penseurs les plus importants du mouvement libertaire. C'était un ouvrier typographe à l'intégrité morale reconnue même par ses adversaires. Jusqu'à ses dernières années de vie, entouré de jeunes, il est resté fidèle à ses positions, sans jamais accepter aucun type de pouvoir: une délégation oui, mais pas davantage. L'Argentine et l'Uruguay ont peu d'historiens de la vie sociale — et encore moins le Chili —, ce qui est dommage. Aussi, nous avons désiré, en hommage aux vieux camarades, — pas seulement à Pedro Nolasco Arratia —, faire connaître son nom, agir et militer en exil sous son nom. Nous pensons également publier une brochure sur ce militant. Son enterrement, suivi par de très nombreux travailleurs de tous les coins du Chili, a été un véritable évènement.

A présent, il faut parler de ce que vous faites.

Nous appliquons la déclaration de principe de la *Coordinadora latinoamericana*, reproduite dans *Bicicleta* (numéro 35, page 91), de soutien et de diffusion d'informations sur l'anarchisme en Amérique latine. Depuis trois mois, à la demande de la CNT en exil, nous animons une émission à Radio Libertaire sur l'Amérique latine. Nous avons une dizaine de cassettes enregistrées en espagnol. Il est important pour nous, latino-américains, de coordonner nos efforts et de dépasser le scepticisme très répandu parmi nous, la nostalgie du retour, la fermeture dans un groupe de camarades pour nous ouvrir au reste des travailleurs, qui souvent ont des idées semblables aux nôtres.

Nous sommes en contact avec de nombreux groupes latino-américains. L'ORC (*Organizacion Comunista Revolucionaria*), groupe chilien qui vient du maoïsme et qui emploie le mot «parti» sans connotation bureaucratique ni hiérarchique, est le seul groupe avec lequel nous arrivons à travailler, dans un comité qui existe depuis cinq ans: le Comité de Solidarité au peuple chilien. Peut-être le seul comité à ne pas être manipulé par des partis politiques. De



même, nous avons discuté lors d'une rencontre en janvier 1981 avec des péronistes syndicalistes de base qui ont des idées pratiques intéressantes selon nous.

Nous essayons de combattre un travers dans lequel tombent souvent les latino-américains qui ne s'intéressent souvent qu'à l'Amérique latine. A la suite du «Golpe» en Pologne, nous avons créé un «Groupe d'exilés chiliens en Solidarité avec la Pologne», rassemblant une cinquantaine de personnes. Nous avons envoyé la déclaration de principe à IRL. Nous envisageons d'organiser une rencontre en septembre 1982 avec les dissidents de la CGT. Et puis, nous allons inviter les groupes libertaires et latino-américains à travailler sur la Pologne et la répression en général dans le monde. Nous avons commencé à Bordeaux et nous allons continuer, approfondir notre projet; des Uruguayens et des Argentins nous ont contactés dans ce sens.

Deux journées sur l'Amérique latine vont se tenir les 25 et 26 juin à Massy.

Le Groupe d'exilés chiliens en Solidarité avec la Pologne y sera-t-il présent ?

Oui. Nous ferons peut-être un tract, pour souligner que nous attendons encore une déclaration de la part du mouvement sandiniste, au Nicaragua, reconnaissant le droit du peuple polonais à adopter, comme le peuple nicaraguayen, sa propre forme d'organisation (comme Solidarité en Pologne). Quelle autorité morale a le mouvement sandiniste pour refuser au peuple polonais ce que le peuple nicaraguayen exige pour lui-même ?

Peux-tu parler de l'activité du groupe qui a diffusé au Chili le «Manifeste anarchiste» de 1980, édité en Suède en mars 1981 par *El Diente Libre* et traduit en italien par *Seme Anarchico* en 1982 ?

Tout d'abord, il ne faut pas perdre de vue le nombre de camarades vivant au Chili et l'impact qu'ils peuvent avoir. Par exemple, en 1971, aux élections de la CUT (Central Unica de Trabajadores), une liste «Sindicalista libertaria» a été proposée par Nestor Miranda Rivas. Ce camarade, représentant en tant qu'anarcho-syndicaliste le Cuir et la Chaussure, avait été très critiqué en 1953 parce qu'il était entré dans un syndicat politisé, la CUT. Pourtant, sa liste a recueilli 521 voix.

En province, on trouve toujours beaucoup de camarades. Et puis on constate un renouveau des idées libertaires au Chili, depuis l'expérience d'Allende, avec l'autogestion qui s'est développé dans certains secteurs populaires. Des gens ont découvert dans leur pratique les idées libertaires. C'est-à-dire l'autogestion (même si le mot n'était pas prononcé), l'assemblée générale ayant seule le droit de décider; le rejet des individus qui s'octroient le droit de représenter les gens sans y avoir été autorisé... quantité

d'éléments appartenant à l'action directe chère aux libertaires. Naturellement, cette action directe a été durement réprimée par l'Union populaire et le gouvernement, parce qu'elle signifiait pour eux une perte de contrôle sur la société chilienne. Tout cela pour dire que, quand j'ai été arrêté par la Junte, j'ai connu un groupe de cinq jeunes qui n'avaient jamais eu de contacts avec des partis politiques et n'avaient jamais entendu parler d'anarchisme. Et bien tous les cinq étaient totalement anarchistes dans leur rébellion, dans leur pratique. J'ai également observé ce phénomène dans l'émigration, comme avec un camarade socialiste devenu libertaire...

Le «Manifeste anarchiste» est la confirmation de cette tendance. On observe le même phénomène en Uruguay, où persiste une tendance libertaire de combat; en Colombie avec la création de nouveaux groupes et au Pérou. La crise du marxisme en Amérique latine et la chute d'Allende ont conduit beaucoup de monde à découvrir nos idées.

Parmi les organisations intéressantes au Chili, le «Comité de soutien au peuple polonais», créé en décembre 1980, et le «Comité de défense des droits humains et syndicaux» (CODESH), animés l'un et l'autre par Clotario Blest. Ce camarade de 82 ans, syndicaliste d'origine chrétienne, fut le premier président de la CUT. Il a été très critiqué par les camarades, mais ses positions syndicales sont très proches des nôtres. Le CODESH a rompu avec tous les partis politiques et repoussé toutes les manipulations (du PS, du MAP et du MIR). Avec peu de militants, cette organisation réalise un travail incroyable en faveur des prisonniers politiques, pour dénoncer la répression et envoyer des informations à l'étranger.

«Autonomie de base», quant à lui, est un groupe de solidarité qu'on trouve dans les quartiers périphériques et les syndicats. Comme, depuis 1973, la Sécurité sociale n'existe plus, les gens s'organisent pour résoudre les problèmes. Ils nomment des délégués pour discuter avec les autorités, pour s'occuper des terres et construire des maisons.

Enfin, autre phénomène important: le renouveau des «cordones industriales», la coordination syndicale de tous les secteurs où ils existaient. C'est là que nos camarades devraient faire de la propagande mais ils ont du mal à y arriver, vu leur manque de moyens et la répres-

sion (en 1980, 11 camarades ont été arrêtés). 80% des gens sont inorganisés, mais comme ils n'ont pas d'expérience politiques, ils sont manipulés par les militants des partis politiques. Les militants d'Autonomie de base, eux, ont une certaine expérience: nous avons reçu plusieurs cassettes enregistrées pendant une réunion clandestine sur la Pologne; il y avait 80 personnes, alors que tous les groupes dépassant 5 personnes sont interdits. Seul le CODESH, qui est légal et connu internationalement, a une activité officielle, même si ses militants, y compris Clotario Blest, sont continuellement arrêtés et relâchés.

En Europe, on n'a pas idée de l'importance de l'information pour les camarades d'Amérique latine, de l'importance d'une revue comme *Bicicleta*. Apprendre qu'il existe une radio libertaire en France, un syndicat autogestionnaire à Lyon, etc... c'est presque mieux que de recevoir de l'argent, pour les camarades! C'est formidable, car la presse, là-bas, ne publie rien d'intéressant.

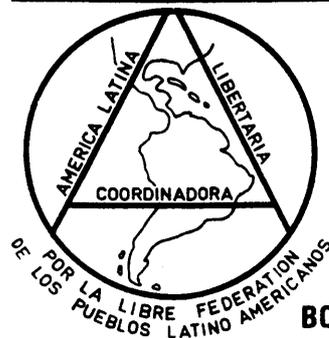
Quels sont vos projets à l'heure actuelle ?

Nous allons faire tout notre possible pour créer un Comité de soutien à l'Amérique latine en France, pour recueillir des fonds — même 10 francs par mois —, parce que la crise économique est terrible dans tous les pays d'Amérique latine. Nous voulons réaliser des choses concrètes, pas seulement des conférences, du bla-bla-bla... Ici, il y a une surinformation, mais il faudrait que les gens se réveillent. Là-bas, les gens sont réveillés et se posent le problème de l'occupation des terres, des assassinats de paysans pauvres dont la presse se fait l'écho tous les jours. Ils ont besoin d'un autre type d'organisation que celui proposé par les partis politiques, d'autres types de lutte, ce qu'offrent nos idées.

Si des camarades sont désireux de parler espagnol et de connaître l'Amérique latine, ils peuvent nous aider considérablement en établissant des contacts. Si des groupes se développent dans différentes villes en France et organisent une rencontre annuelle, dans trois ans, nous aurons quelque chose de solide, c'est sûr!

Franky

Pour contacter le groupe Pedro Nolasco Arratia, écrire à: Librairie Publico, 145 rue Amelot 75011 PARIS.



AMERICA LATINA LIBERTARIA

BOLETIN DE INFORMACIONES Y CONTACTOS

La voix chinoise

La dissidence soviétique fournit une masse d'informations en comparaison des documents chinois en français. Horace Hatamen présente et traduit *Pékin: un procès peut en cacher un autre* (Bourgeois, 1982, 380 p. 100 f.). Le défaut de cet ouvrage est le mélange presque constant des documents et des commentaires, qu'on distingue mal typographiquement. La présentation explique bien l'enjeu du procès qui était d'enterrer la Révolution Culturelle sans saborder le maoïsme. Mais les compte-rendus de séances apportent peu de choses, car ils étaient très filtrés. Ce qui m'a frappé, c'est l'application « rétroactive » d'une loi pour mieux condamner la bande des quatre, comme en Espagne en 1975, pour pouvoir condamner à mort des militants antifranquistes.

On apprend également, qu'avec le début des événements en Pologne, un « rapport, diffusé de façon confidentielle au sein du Parti en décembre (80), affirme, en substance, que l'image du Parti chinois n'est guère plus flatteuse auprès de la population que celle de son homologue polonais en Pologne. » (p. 328)

Du reste, la Chine et l'URSS sont en train de se rabibochoer sur le dos de la Pologne — et pour éviter sans doute de futurs troubles internes chez eux —, témoin cette déclaration de Brejnev en mars 82 : « Nous ne nions pas qu'il existe en Chine un régime social socialiste, même si la collusion au plan mondial de la Chine avec la politique des impérialistes contredit les intérêts du socialisme. »

C'est justement l'anti-soviétisme et un creux politique dû à des querelles entre groupes dirigeants qui expliquent l'apparition d'une presse semi-clandestine clairement présentée dans *Un bol de nids d'hirondelles ne fait pas le printemps de Pékin* (Bourgeois, 1980, 439 p.) de Haung, Pino et Epstein. On apprend que la Révolution Culturelle a fait plus de dix millions de morts (p. 74). Comme le régime actuel permettait des réhabilitations et vu la centralisation, tous les plaignants (*) se sont retrouvés dans la capitale et ont échangé leurs impressions. Le même processus eut lieu en URSS, avec la création des syndicats libres —SMOT— pratiquement dans les salles d'attente du Comité Central. Mais, en Chine, les conditions matérielles sont plus dures : « Nombreux sont les plaignants obligés de vendre tout ce qu'ils possèdent et qui viennent (à Pékin) accompagnés par toute leur famille. Comme leurs problèmes ne trouvent pas de solution et qu'ils n'ont pas d'argent pour repartir, ils s'accrochent dans la capitale en menant une existence de clochards. Certains meurent de froid et de faim. D'autres, désespérés, se suicident. » (p. 27) Ne parlons pas de la prostitution et même de la vente d'en-

fants (p. 27 et 272-277).

Quatre-vingt pour cent de la population vit à la campagne et le régime joue sur l'opposition citadins/campagnards pour discréditer les plaignants qui firent deux manifestations le 8-1-1978 et le 26-8-1979 avec comme slogans « A bas la répression! », « A bas la famine! », « Nous voulons les droits de l'homme et la démocratie! » (p. 28 et 321).

La presse clandestine citée (p. 114-429) est surtout la revue Recherche ou Exploration, comme en russe Poiski, de Wei Jingsheng. Si la partie théorique est plus intéressante, il y a des petits poèmes et une histoire de vente de pots de chambre (p. 292, 293) qui prouve que la pensée de Mao sert à tout.

Comme dans les pays de l'Est, les dissidents sont des personnes nées et formées dans le régime. Jingsheng, 29 ans en 1979, fils de communiste, électricien; Yang Guang, 24 ans en 1979, élève professeur de physique, fils d'ingénieur. L'itinéraire contestataire est en gros le suivant : la sensation de la différence entre la réalité et les principes du socialisme, en particulier entre la loi théorique et le pouvoir discrétionnaire de la police.

Les critiques partent dans toutes les directions. « Nous n'avons nul besoin de faire semblant de nous moquer du KGB soviétique. Regardons un peu notre KGB à nous! » (p. 360) « Les travailleurs occidentaux peuvent faire la grève, manifester (...) Les ouvriers et paysans chinois doivent se contenter d'un salaire strictement nécessaire, selon Marx « à l'entretien et à la reproduction de la force de travail » (...) Mais les disciples de Staline et de Mao Zedong nous disent : « Dans les pays capitalistes, il y a des bidonvilles ». Tranchez vous-mêmes la question : le quartier ouvrier situé derrière la gare de Pékin. Mais les lèche-culs, qui profitent du régime, nous disent : « Dans les pays capitalistes, il n'y a pas d'égalité entre les sexes. » Peut-être considèrent-

Pékin:
un procès peut en cacher
un autre

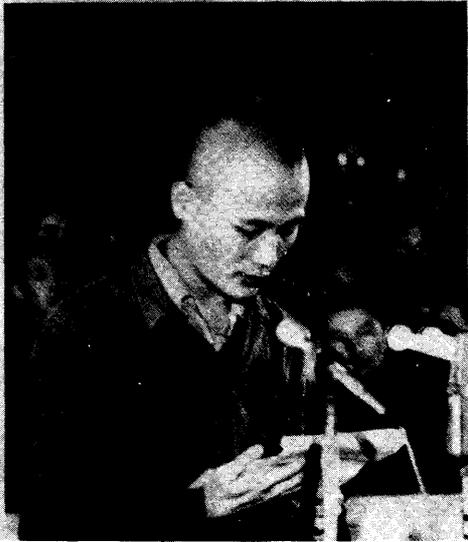


ils qu'hommes et femmes sont égaux parce qu'ils subissent la même oppression, qu'ils mènent la même vie plus misérable encore que celle des porcs et des chiens (...) Mais les esclaves amateurs professionnels fulminent : « Dans les pays capitalistes, il y a des prostituées! » Qu'ils aillent donc se renseigner auprès des leurs — le bureau de la sécurité publique. Combien y a-t-il de prostituées clandestines en Chine? Et en URSS? Et combien de jeunes filles prêtes à « servir » les chefs à tout moment? » (p. 175, 176)

A la différence de nombreux dissidents des pays de l'Est, la critique continue : « Qu'est-ce que la démocratie? La véritable démocratie, c'est la remise de tous les pouvoirs à la collectivité des travailleurs. Les travailleurs seraient-ils incapables de gérer les pouvoirs de l'Etat? La Yougoslavie s'est engagée dans cet voie et nous montre que le peuple n'a nul besoin des despotes, grands ou petits, et que, par lui-même, il peut bien mieux diriger les affaires. » (p. 164) « Mais vous êtes des anarchistes! Voilà ce qu'on répond ici et là à ceux qui recherchent la liberté (...) Quelles raisons a (le PC au pouvoir) d'imiter le gouvernement non communiste antérieur qui opprimait sauvagement les communistes sous prétexte d'« anarchisme », afin de réprimer toute opposition » (p. 264).

Trois interprétations du marxisme apparaissent. Jingsheng part de la situation d'exploitation des travailleurs pour rejeter le capitalisme et le marxisme chinois : « Ces deux moyens — fascisme et marxisme — différent, mais leur nature est identique. » (p. 191) Lu Lin remarque une crise de confiance des jeunes dans le marxisme. Il se demande si c'est celui de la bande des Quatre, de Hua Guofeng ou de Mao. Et il conclut : « Marxisme et communisme n'ont apporté aucun bien-être en Chine. Quoi d'étonnant à ce que les gens n'y croient pas! » (...) « Concrètement, le parti et la tendance importent peu. L'essentiel c'est que vous rendiez le peuple heureux, alors il vous soutiendra, vous respectera. » (p. 394) Enfin Shi Du,

un bol de nids d'hirondelles ne fait pas le printemps de pékin



constatant l'absence de démocratie et se fondant sur Marx, affirme, dans le socialisme « les assemblées de travailleurs doivent gérer collectivement la société. » (p. 421)

SUR L'URSS ET L'EST

Deux analyses viennent d'être éditées (*) en brochures: il s'agit d'une part d'un rappel des luttes dans les pays de l'Est à l'occasion de la prise en main de Jaruzelski et, d'autre part, d'un texte de Castoriadis de 1977. L'intérêt de ce texte est de généraliser l'analyse aux « sociétés des pays de l'Europe de l'Est, de la Chine, etc ». De plus, certaines remarques ont des conséquences très importantes: — il n'y a pas de technologie neutre: l'identité des moyens de production et de consommation entre l'Est et l'Ouest « témoigne de la parenté profonde des deux régimes » (p. 6); — l'explication de la dégénérescence de l'URSS par son isolement, son retard, etc... « est devenue totalement anachronique, puisque l'industrialisation de la Russie et l'extension de l'Empire bureaucratique n'ont en rien entamé la domination de la bureaucratie » (p. 18); — cette domination de la bureaucratie dépasse les lois du marché de Marx (alors que Max Weber y avait songé) et correspond à la force maximum de la domination du capitalisme. Donc l'URSS ne peut être qualifiée de capitalisme d'Etat (p. 21, 22); et il s'en suit également que la classe dirigeante est formée non pas nécessairement par « la position identique des individus qui (la) composent relativement à la production, mais (par leur) participation au pouvoir » (p. 27).

Comme dans les pays de l'Est, on note un refus d'initiative des cadres à tous les niveaux, qui s'explique pas seulement par la centralisation et les polices parallèles, mais aussi par l'évolution imprévisible des groupes, des gangs au pouvoir. Pour certains cadres, c'est une solution insoluble: « Autrefois, j'agissais toujours selon les ordres du comité central et j'ai commis des erreurs. Si maintenant j'exécute ses ordres, ne me mettrai-je pas de nouveau en tort? Pour être sur de ne pas me tromper, je crois que je ne suivrai plus les ordres du comité central. » (p. 235, ce qui entraîne aussi des sanctions).

Mises à part certaines allusions précises à l'histoire, rien de chinois dans ces textes. Cette vigueur, on peut la trouver en Roumanie ou en Pologne. Espérons que ces voix perceront les ténèbres bureaucratiques et les détruiront.

DIMITROV

(*) Ils protestent officiellement contre l'Etat. Voir aussi IRL n. 45, pages 9 à 11: **Longue vie à l'esprit de révolte de Tien An Men!**, une traduction de textes de l'Association pour la solidarité avec le mouvement démocratique chinois.

Deux points me semblent, toutefois, un peu légers. Le premier sur l'impossibilité de « démocratisation », qui existe en fait pour le cas yougoslave, comme le reconnaît honnêtement Castoriadis (p. 12). Et enfin, « en fait le seul ciment de la société bureaucratique, hormis la répression, est désormais le cynisme. La société russe est la première société cynique de l'Histoire. Mais on ne connaît pas dans l'histoire d'exemple de société qui ait pu survivre longtemps dans le cynisme pur et simple. » (p. 14)

De l'extérieur, Castoriadis a raison et le dernier numéro de **L'Alternative** (n.16-17: L'économie au quotidien) confirme cette vision. Mais, de l'intérieur des pays de l'Est, les gens sont conscients d'une évolution plus libérale en politique, et avec plus d'« abondance » par rapport à la misère économique quotidienne. Il sont conscients qu'il n'y a plus le carcan comme sous Staline, d'où leur disponibilité psychologique, soit à espérer un changement social intérieur pacifique (Tchécoslovaquie, Pologne), soit à se contenter d'un certain bien-être, en comparaison de leurs voisins, comme en Hongrie et en RDA, soit à être prêts à lutter si la vie quotidienne empire (Roumanie, Bulgarie, Pologne 82). Personnellement, je pense que l'URSS est capable de baisser encore longtemps face à une situation sociale fortement explosive (depuis 1905 il y a des affrontements graves à peu près tous les dix ans au moins).

Dimitrov

(*) UTCL: **Solidarnosc et la lutte de classe dans les pays de l'Est** (34 p., 10 F ?).

Castoriadis: **Le régime social de la Russie** (Les Cahiers du vent du ch'min, 20 F)

EST-INFO

IMPRESSIONS YOUGOSLAVES

Il me semble que plusieurs évolutions aient lieu à la fois. Il y a deux ans, je pensais que l'apparition de l'antagonisme entre le nord et le sud du pays allait diminuer celui entre les parties est et ouest. Or le conflit du Kosovo ne les efface pas du tout. Le pouvoir fait feu de tous bois pour imposer un consensus mais la crise totale de la société fait le contraire. Chacun cherche à se libérer de la pauvreté croissante, de la crise de l'énergie, du chômage, de la stagflation, etc... Dans le même temps, la classe au pouvoir lutte pour se débarrasser des intellectuels de droite et de gauche, des féministes, des travailleurs qui prennent l'autogestion trop au sérieux, des étudiants actifs, des punks, des pro-soviétiques et des pro-occidentaux, bref tous ceux qui la gêne. Les extrémistes parmi les dirigeants affirment œuvrer pour la liberté contre toutes les autres tendances, encore que toutes soient d'accord sur le non-alignement, l'autogestion, la classe ouvrière, etc...

A propos du Kosovo, on peut voir qu'en revendiquant l'unification avec l'Albanie, les nationalistes albanais de Yougoslavie aspirent à un esclavage de « leur propre sang », « sur leur sol », c'est-à-dire leur Etat, avec la tyrannie de la clique de Tirana. La lutte nationale pour la liberté devient, dans le cas présent, lutter pour un Etat national qui est exploiteur.

Nous avons eu, à la mi-août, une manifestation pro-palestinienne à Belgrade et sept manifestants ont été arrêtés parce qu'ils portaient des pancartes pour Solidarnosc et un autre, qui avait un énorme drapeau polonais. Ils montraient ainsi qu'il n'y a pas que les palestiniens qui ont besoin de solidarité et d'aide. Comme une partie des détenus avaient déjà été interpellés en décembre devant l'ambassade de Pologne et sont sous le coup de poursuites judiciaires, ils ont été condamnés à 40 ou 50 jours de prison pour ingérence dans les affaires intérieures d'un pays et insulte envers un chef d'Etat étranger (le général Jaruzelski!!). Le fait est d'autant plus curieux que « Nin » — hebdomadaire très officiel du pouvoir — avait publié, le 18 juillet, une lettre d'un journaliste se plaignant de l'arrestation de jeunes manifestant en faveur de Solidarnosc. Et vive la dialectique!

Yvan SANDANSKI

Application des lois islamiques!...» Tel est l'argument avancé par le régime islamique iranien pour les milliers d'arrestations et d'exécutions perpétrées ces derniers mois. Il se flatte même d'entretenir des rapports humanitaires vis à vis des prisonniers.

Quel est le sort de ces prisonniers? Que se passe-t-il réellement dans les centaines de prisons dispersées dans le pays? Les témoignages qui parviennent d'Iran, aussi rares soient-ils, décrivent une répression massive.

Les ex-prisons impériales ne suffisent plus pour enfermer les opposants au régime. Les comités islamiques de quartier prennent donc le relais pour assurer l'arrestation et la garde des personnes soupçonnées d'être des opposants, le temps que suffisamment de prisonniers aient été fusillés pour laisser place à des nouveaux.

Aujourd'hui, en Iran, un nombre considérable de familles a eu à connaître cette répression. Les arrestations politiques se combinent avec celles dites « de droit commun » les secondes servant d'alibis aux premières. En effet, la « délinquance » (vol, marché noir, prostitution, trafic de drogue), produit d'une situation de chômage endémique, de survie économique de plus en plus précaire, fournit chaque jour des contingents de prisonniers aux comités islamiques, engraisant ainsi un système répressif quotidien, arbitraire et totalitaire.

On a pu constater que les opposants considérés comme anti-islamiques (les marxistes, les communistes, les sectes ba'ahai, etc...) ne sont pas enterrés dans les cimetières mais dans des fosses communes, en dehors des villes, sans la présence de la famille. Dans les prisons, toute résistance se traduit par la liquidation physique des responsables. Dans ces conditions, évaluer le nombre des arrestations, des exécutions, des tortures s'avère difficile. D'autant que depuis quelques mois, de nombreuses personnes ont été exécutées sur les lieux même de leur arrestation lorsqu'on trouvait sur elles des armes. C'est dans ce contexte général que le témoignage qui suit prend tout son sens. Il raconte un voyage dans une prison iranienne dont l'acteur, un iranien de 30 ans, n'aurait pu jamais revenir.



VOYAGE DANS LES

On sonne. Dix-huit heures. Cinq miliciens des comités islamiques, des jeunes en tenue civile, armés de pistolets et de kalatchnikovs se ruent dans l'appartement.

— « Ne bougez pas! Où avez-vous caché les armes? » hurlent-ils. Ils renversent les meubles, déchirent les matelas, cassent l'armoire et les tiroirs. Le plancher et les murs sont vérifiés. Ils nous fouillent. Nous expliquons que nous n'avons pas d'armes. Un d'entre nous est roué de coups de pieds. Le chef des miliciens

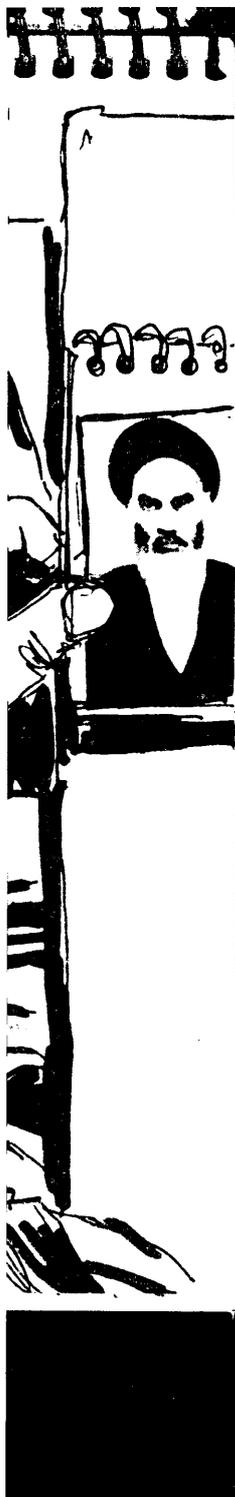
dit: « vous dites que vous n'avez pas d'armes et qu'ici ce n'est qu'un logement loué par des célibataires. Alors qu'est-ce que cette arme? »

— Quelle arme? Où? Montrez-la?

— Est-ce que tu veux qu'on t'en donne une? » Il tend un pistolet.

L'arbitraire le plus total... Mes cinq copains et moi n'avons aucune arme et essayons surtout de survivre par de petits travaux.

Un des miliciens s'installe devant la table et commence à rédiger son rapport avec un sourire sadique. Les charges pe-



EVINE ?

Au matin, on nous bande les yeux et nos gardiens nous poussent à coups de crosse dans une estafette. Hurllement de sirènes. Leur mégaphone ordonne aux policiers de bloquer la circulation pour laisser passer le convoi.

Où allons-nous? Vers Evine? (la prison centrale de Téhéran construite par le Shah où moururent de nombreux opposants et dans laquelle sont aujourd'hui torturés et exécutés tous ceux que traque le régime islamique). La camionnette roule rapidement et nous avons peur d'aller vers Evine, vers la mort.

Stop. On nous fait descendre. On nous fouille. On nous pousse, yeux bandés dans une pièce. Une longue attente commence. Je sens tout à coup qu'Ahmed a disparu de la pièce. Ma respiration se bloque. Je suis poussé dans une pièce. C'est l'interrogatoire:

— L'interrogateur: — Que pensez-vous des « hypocrites »? (les moudjahidines selon l'appellation de la propagande islamique).

— Qui vous a demandé de vous réunir dans ce local?

— Qui vous fournit des explosifs?

Nos dénégations unanimes durent convaincre notre interrogateur. Nos yeux furent débandés. Nous étions devant un « hadji » (1) avec un gros ventre. Nous comprenons que nous ne sommes pas à la prison d'Evine où nous aurions affaire à des spécialistes.

On nous met ensuite dans une cellule. Nous y sommes restés trois jours sans contact avec l'extérieur. Mais l'un de nous, Hassan, a pu un matin localiser le bâtiment où nous sommes enfermés. Il avait, pendant la révolution, participé à son occupation. Nous avons ainsi su de quel comité nous étions prisonniers. Le fils d'un des gardiens qui nous amenait du thé accepta de transmettre un message à nos amis qui militaient dans des comités voisins. Sous la pression de ceux-ci, l'hadji se débarrassa de nous et nous livra à un autre comité. Omnipotent et plus zélé, il aurait pu tout aussi bien nous expédier à Evine, comme il l'a fait durant notre « séjour » de prisonniers dont « la

de détenus: ramassés lors de rafles, de fouilles ou d'expéditions punitives de miliciens zélés. J'ai discuté avec eux et cherché à savoir qui peuple les prisons.

L'HEROÏNE...

Les héroïnomanes constituent le plus grand nombre de personnes arrêtées. La raison est simple. Si l'usage de l'alcool, de la drogue est puni de prison, il faut savoir qu'en Iran, à l'heure actuelle, la bouteille d'alcool coûte environ 120 tomans (80 F), l'opium 500 tomans (330 F) mais l'héroïne pure coûte 100 tomans (70 F). On la trouve partout. Pourtant, la période pendant laquelle Khalkhali fut procureur et chargé de la lutte antidrogue, des tonnes d'héroïne furent saisies, de nombreux petits trafiquants exécutés. A la fin du règne de Khalkhali, des tonnes d'héroïne entreposées dans un dépôt furent un jour « volées » par des hommes armés, équipés de Mercedes Benz non numérotées (comme en disposent les responsables des comités qui les ont presque toutes réquisitionnées).

Pas un coup de feu ne fut tiré lors de cette expédition. Le trafic d'héroïne a donc repris sous le contrôle de certains comités.

Parmi les héroïnomanes que j'ai vus en prison: un soldat revenant du front qui s'ennuyait à Téhéran; un petit vendeur; un vieux toxicomane qui, déjà arrêté du temps du Shah, remarquait qu'on l'avait dirigé à l'hôpital quand sa peine fut purgée, alors que maintenant il moisit ici, et un autre en état de manque réclamait un médecin.

Un cas particulier cependant: « Moi, me dit-il, on m'a pris lors d'une manifestation de rue. Un gardien de la révolution m'a mis sur le dos un kilo d'héroïne provenant d'une saisie de trois kilos chez un trafiquant. Que pouvais-je dire? Que le gardien ment. Qui va me croire? »

LES COW-BOYS DE L'ISLAM

Les gardiens de la prison sont des jeunes âgés de 18 à 20 ans. Ils se relaient trois par trois; tous issus des quartiers

PRISONS IRANIENNES

sant contre nous ainsi consignées nous furent communiquées lors de notre interrogatoire. Elles nous menaient à la mort certaine:

— participation aux manifestations anti-islamiques

— lancement de grenades incendiaires contre les comités et les milices

— arrêtés dans leur local de réunion.

Le soir même, les miliciens nous confient au comité le plus proche. On nous installe tous les six dans une cellule de deux mètres sur trois. Longue nuit d'angoisse et de peur.

tête ne lui revenait pas ».

Notre périple de prisonnier s'est poursuivi dans un autre comité. Nouvel interrogatoire. Les couloirs sont pleins de gens arrêtés, de suspects. Quatre d'entre nous ont été interrogés immédiatement. En fait, nous n'avons été interrogés que plusieurs jours plus tard. Pourtant, la constitution islamique stipule qu'on ne peut garder quelqu'un en détention plus de 24 heures, s'il n'y a pas eu inculpation. Dans la prison où je me trouvais, des gens attendaient depuis des semaines. Chaque journée voyait grossir le nombre

les plus miséreux de Téhéran. Fiers de leur nouveau pouvoir, ils imitent leurs supérieurs en usant de leur rôle de petit chef. Souvent analphabètes, ils n'ont aucun rapport avec les prisonniers politiques avec lesquels il leur est interdit de communiquer. Ils déchargent leur haine sur les prisonniers de droit commun et les non-islamiques, vis à vis desquels ils se sentent remplir une mission salutaire. Ainsi: un soir ils amènent des drogués. Ils les déshabillent, les fouillent, récupèrent le peu d'héroïne qu'ils trouvent, les passent à l'eau froide, les rouent de

coups et les jettent dans notre cellule.

Le lendemain matin, ils poussent un afghan. Le malheureux voulait se marier avec une iranienne. La famille de cette dernière refusait un non-islamique pour leur fille. Ils l'ont donc dénoncé au comité comme « communiste afghan ». Le gardien se déchaîne contre lui. Il charge son pistolet, l'appuie sur la tempe de l'afghan et lui pose les questions rituelles : « combien d'Imam avez-vous ? » L'afghan tremble des pieds à la tête. Son visage devient blanc. Il balbutie « Cinq ! ». « Quels sont leurs noms ? » questionne encore le gardien. L'afghan s'effondre en larmes en répétant qu'il ne se rappelle pas. Le gardien continue son jeu horrible :

— Combien d'afghans musulmans as-tu tué ?

— Je jure que je ne suis pas communiste...

— Où est ta carte de moudjahidine afghan ?

— Je ne suis pas communiste, je jure ! je jure !

Le pauvre homme sera encore l'objet de tortures pour le gardien de l'après-midi : plaqué contre le mur de la cour, les yeux bandés, il subit une fausse exécution, balles à blanc. Il rentre dans la cellule et s'écroule, livide.

LA TERREUR CIVILE

Au cours de mes journées passées en prison, j'ai cotoyé encore toutes sortes de gens emprisonnés pour des motifs les plus variés, victimes de la politique de mafia des dirigeants des comités.

Ainsi ces gens qui construisaient le toit de leur maison quand ils furent encerclés par les « pasdaran » (gardiens de la Révolution) qui les sommèrent de détruire le logement ou de les suivre à la prison. Ils ont suivi et se disaient que, pendant ce temps, leur famille avait encore un endroit où habiter. Ils font partie de ces centaines de milliers de travailleurs attirés par Téhéran et les promesses du régime islamique de leur construire des logements. Faute de réalisations, ils ont entrepris de construire « illégalement » hors de la ville. On les arrête quand ils occupent des terrains appartenant à des membres influents de certains comités. Par deux fois depuis 1980, des centaines de logements de ce type ont été rasés par les bulldozers de l'état islamique, malgré la résistance de la population. Il y a eu des dizaines de morts, des centaines d'arrestations.

En dehors de ces cas de répression collective, l'oppression contre les individus se poursuit. Ainsi en témoigne ce que m'a raconté un de mes jeunes voisins de cellule : « J'attendais un ami dans la rue. On m'a pris, jeté dans une voiture. Je suis ici depuis une semaine. Aucun interrogatoire. Aucune raison précise pour mon arrestation ». Ce n'est pas un cas isolé. Ça fait partie de la routine quotidienne. On peut être arrêté dans la rue, détenu huit jours puis relâché sans excuse après un ridicule interrogatoire. Les jeunes sont les plus suspectés. Les pasdaran dressent des barrages, fouillent les ap-

partements, les voitures. La délation devient monnaie courante.

D'autres co-détenus racontent leur mauvaise aventure.

— « J'avais cinquante litres d'huile de voiture. On m'a arrêté lors d'un barrage de rue et accusé de marché noir, alors que les hadjis du bazar doublent ou triplent leur prix ».

— « Moi, on m'a accusé de trafic d'armes. Un voisin m'a dénoncé ».

— « Ma femme et moi avons été pris dans notre voiture un soir. Nous n'avions pas sur nous le carnet de mariage. On nous a séparé et emprisonné avec comme motif : rapports anti-moraux et anti-islamiques. Ce n'est qu'au bout de trois jours qu'on m'a laissé contacter mon frère pour aller chercher le carnet ».

Deux frères qui attendaient leurs interrogatoires depuis dix jours avaient été vus jetant des livres déchirés dans un égout. Suspectés de marxisme, ils furent conduits de la prison du comité à celle d'Evine dans laquelle on enferme et torture les politiques. Des centres de tri avec ses mouchards : ainsi, un soir, deux hommes se présentant comme sympathisants du toudeh (Parti communiste iranien pro-soviétique) arrivent parmi nous. Considérés comme des collaborateurs du régime, ils suscitèrent silence et méfiance. Le lendemain, ils furent libérés sur l'ordre « d'autorités supérieures » sans interrogatoire.

Notre libération ne fut pas aussi simple et nous avons encore connu le frisson de la peur de la mort. Un jour, un gardien entre et nous dit de le suivre. Ce n'est pas pour l'interrogatoire. Où allons nous ? Vers un poteau d'exécution ?

On nous conduit au comité où un chef énonce des sentences : un chauffeur de taxi ramasse deux mois de prison pour avoir dit à un client (qui l'a dénoncé) qu'il avait vu une manifestation anti-régime « nombreuse ».

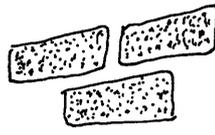
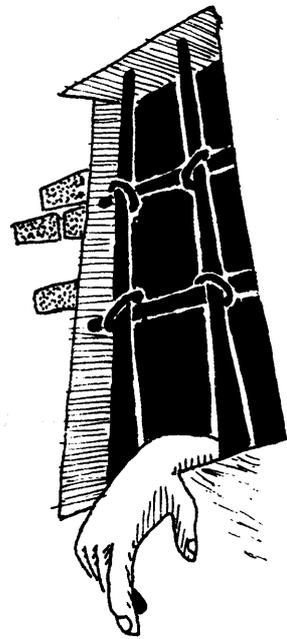
Nous ne pouvons parler. Un enfant de dix ans, membre du « Bassige » (groupe de personnes payées par le comité et les pasdaran pour les aider dans leurs tâches, pour espionner, dénoncer, etc...), nous surveille.

Le « directeur » du comité nous interrogera encore quelques temps. Après quelques heures d'attente, on nous relâcha. Nous avons appris plus tard que l'un de nos interrogateurs, un hadji, avait un lien familial avec l'un d'entre nous et que ça avait favorisé notre sortie de prison. Ce même hadji avait, devant nous, expédié des gens à Evine sans interrogatoire.

Notre retour dans notre quartier donna lieu à des retrouvailles chaleureuses, sous les yeux ébahis de ce vieux couple de réfugiés de la guerre, logé par des voisins et qui nous avait dénoncé au comité...

AZAD - Monique

(1) Commerçant du bazar.



PETIT DICO DE L'ENNEMI INTERIEUR

PETIT, ce n'est qu'un commencement
DICO, c'est une synthèse de l'information accessible à tous
DE L'ENNEMI-E INTERIEUR, car l'adversaire intérieur est des nôtres
LYONNAIS, nous vivons ici et maintenant

Dans le numéro précédent d'IRL, nous avons parlé du réseau « ACEL (Association des Chefs d'Entreprises Libres) and Co » essayant de montrer les étroites dépendances entre divers organismes (notamment entre l'ACEL et l'Office international des œuvres de formation civique et d'action culturelle selon le droit naturel et chrétien. Nous avons pu dégager ainsi cinq grands ensembles regroupant un certain nombre de structures (A-production; B-information; C-université; D-formation; E-partis politiques; F-syndicats; H-relations internationales; I-organismes divers). Dans les numéros qui vont suivre, nous allons essayer de présenter quelques-unes de ces différentes structures. Nous rappelons à nos lecteurs que toutes les informations, noms, adresses, cités ici proviennent de sources « officielles » (presse régionale, nationale, professionnelle, confessionnelle, etc...) et que ce travail de « petit Dico » n'est qu'une (?) compilation de ses diverses informations.

Michel CHAPAS

Conseiller juridique et fiscal, il est cofondateur (avec Charles Millon) du cabinet Conseil et Gestion des Entreprises.

Ancien rédacteur de la revue Compilations, puis du trimestriel Astrolabe/Université libre, Michel Chapas est administrateur de l'ACEL depuis 1974 et un des animateurs du Bureau d'études législatives (IRL 39).

Membre du Centre National des Indépendants et Paysans, CNIP, il est également conférencier au cercle Péguy et intervenant dans les stages de l'IDES.

Philippe CLAVEL

Avocat, membre du CNIP, administrateur de l'ACEL depuis 1974.

En 1963, responsable du secteur « jeunesse » du Cercle Péguy.

Directeur-gérant de la revue Compilations, éditée de 1968 à 1973 par l'association de promotion et de perfectionnement économique et social, l'APPES, qui s'intégra à l'équipe de l'Astrolabe.

Responsable de l'enseignement « libre », Philippe Clavel fut l'animateur d'un carrefour sur « la famille et les jeunes : éducation, enseignement » en octobre 1975, lors de la journée des Indépendants.

Conférencier du Cercle Péguy, membre de la rédaction d'Astrolabe/Université libre; il est aussi membre du Bureau d'études législatives de l'ACEL/ETHIC (IRL 39).

Comité d'action politique et sociale, CAPS

Créé au début de 1977, les CAPS se donnaient comme publication mensuelle « Présent », qui se voulait la tribune d'information du « Ralliement des énergies pour la chrétienté et des forces de résistance au totalitarisme ».

Présents à la tribune, nous trouvons quelques féodaux égarés en plein XXème siècle comme Romain Marie (rédacteur en chef de Présent), Hughes Kéraly (rédacteur en chef d'itinéraires), Gilbert Tournier, etc... dont les appels à « prier, à penser et à agir » pour que renaisse la civilisation (qui a pour « forme la plus haute, car voulue par Dieu, la chrétienté »), trouvent en ce début de 1982 un « nouvel » écho dans le quotidien d'extrême-droite « Présent ». Heureusement pour le « Présent » première mouture qui végétait depuis 1979, le 10 mai est passé par là avec sa cohorte de barbares et le « Présent » nouveau est arrivé avec comme directeur-gérant Romain Marie, comme rédacteur en chef Hughes Kéraly et comme directeur de rédaction, l'éditorialiste de Minute: François Brigneau... Notons que parmi les fondateurs, il y a Gustave Thibon, Louis Salleron... Il appartient désormais à chacun de ces chevaliers de l'ordre social chrétien de rétablir là où il peut, « une parcelle de civilisation »...

Conseil National du Patronat Français, CNPF

Siège local: UPRA, 55 montée de Chou-lans 69005 Lyon

L'ACEL est représentée au CNPF depuis 1946 par des membres de son C.A., actuellement Victor Mermet et Albert Borrelly et quelques années auparavant par Gustave Prost et Pierre de Calan. Ce dernier participa récemment au 2ème colloque de la Confédération des juristes catholiques de France, qui veulent « contribuer selon les principes chrétiens au renouvellement social ». Pdg de Barclay France, Pierre de Calan est un ancien ministre de la production industrielle pendant le gouvernement de Pétain ainsi qu'un ex-vice-président du CNPF.

Aujourd'hui, l'ACEL est bien placée au CNPF puisque le nouveau « patron des patrons » français, Yvon Gattaz, entretient des relations amicales avec les chefs d'entreprises « libres » depuis le milieu des années 1970. Mieux, dès 1977, un accord de participation a été signé entre l'ACEL et le mouvement ETHIC créé par Yvon Gattaz. La délégation sud-est de l'ETHIC a son siège au secrétariat de l'ACEL et son délégué régional, René Ribes est administrateur de l'ACEL. Dîners-débats, colloques, journées d'études seront organisés en commun avec la participation de l'IDES et de son président Yannick Bonnet.

L'hebdomadaire Valeurs actuelles présentait le candidat Yvon Gattaz comme « centralien de 56 ans, catholique et dauphinois d'origine » et résumait son programme en trois mots: « l'entreprise, sa liberté, ses profits ».

Auteur de quelques livres: « Les hommes en gris » (1970); « La fin des patrons » (1980), Yvon Gattaz lança une revue confidentielle intitulée « Les 4 vérités » qui « démolit à grands coups de bulldozer, le Programme commun de la gauche » et à laquelle l'Informateur se réfère souvent...

Xavier COUVERT

Etudiant, membre du CNIP (colleur d'affiches pour le candidat du CNIP à Villeurbanne Michel Richelmy en 1978, il a eu quelques démêlés avec les militants du PS...), Xavier Couvert est également « chargé de cours » à l'Association des Jeunes pour le Respect de la Vie et un des dirigeants « déclaré » de « l'office, etc... » sur Lyon. Participant actif du Club de l'Astrolabe, il vient de créer avec des membres de l'AJPRV, le cercle Bernanos à Caluire.

Jean Philippe DELSOL

Ingénieur-conseil, docteur en sciences politiques, secrétaire général politique du CNIP-rhône, il est l'adjoint chargé des affaires culturelles du maire de Caluire. Membre de l'équipe de rédaction de l'Astrolabe, puis d'Astrolabe/Université libre, il est actuellement un des dirigeants du Cercle Péguy.

Ces activités politico-culturelles ne l'empêchent pas d'être secrétaire-délégué du C.A. de l'ACEL en 1976, puis secrétaire

François LAMY

Conseiller de la Banque de Suez (Lyon), diplômé de l'Institut d'études politiques, François Lamy est membre auditeur du conseil d'administration de l'ACEL.

Ancien membre de l'équipe de rédaction de Compilations et de l'Astrolabe, il fut également co-gérant de la SEPIC et reste très lié au Cercle Péguy.

Charles Millon

«Soucieux de contrer les événements de mai 1968», il crée à cette époque le MADEL, Mouvement Autonome des Etudiants de Lyon. Puis, maître-assistant à la fac de droit de Lyon pendant un an, il abandonnera ses chères études pour participer à la création d'un cabinet de conseil juridique et fiscal à Annecy, Belley et Lyon.

Rédacteur de la revue Compilations, il la finance en partie par des placards publicitaires du cabinet juridique: Conseil et Gestion des Entreprises (CGE).

Administrateur de l'ACEL en 1974, il en devient le secrétaire.

Maire de Belley (Ain) en 1977, il est élu député en 1978. Ex-secrétaire national du Parti Républicain pour les PME, il commença sa carrière politique en tant que suppléant du député indépendant Marcel Anthonioz avec lequel il créa le «Club Perspectives et réalités» de l'Ain.

D'aucun, il y a quelques dizaines d'années, désignaient le Parlement comme le conseil d'administration de la France tant la proportion d'hommes d'affaires y était importante, aujourd'hui Charles Millon et ses pairs de l'entreprise «libre» ne seront pas les derniers à s'opposer à la «république des instituteurs».

«Office, etc...»

Siège: 49, rue des Renaudes 75017

PARIS

Tél.: 763-77-86

Office international des œuvres de formation civique et d'action culturelle selon le droit naturel et chrétien.

Michel RICHELMY

Journaliste-pigiste au bi-mensuel «Agriculteurs du Sud-est» après avoir été le directeur-propriétaire de l'hebdomadaire La vie lyonnaise dans les années cinquante et rédacteur en chef de la catholique Revue de l'union française des centres de vacances, Michel Richelmy est membre de l'ACEL depuis très longtemps tout en étant un des dirigeants du CNIP-rhône et membre du bureau national.

Ex-adjoint au maire de Villeurbanne, le réformateur Gagnaire, de 1953 à 1977, il se propulsa président du comité de soutien au candidat de l'UNM à Villeurbanne en juin 1981. Président d'un mouvement de jeunes vieux, le Centre St Exupéry (IRL 14), il s'intéresse particulièrement à la formation de «l'élite» dans le cadre de l'IPRES et de l'IDES... et à la politique en se présentant pour la «Nième» fois à Villeurbanne. Municipales en 77, législatives en 78,

cantonales en 1979 et 1982, c'est la veste assurée!

Gilbert TOURNIER

En 1966 se constituait à Lyon un «Groupe d'études des structures municipales de la région lyonnaise» à l'initiative d'un certains nombres d'élus et de professeurs à la faculté de droit de Lyon. Le Comité de patronage comprenait nombre d'élus du CNIP, d'adhérents de l'ACEL, etc... Comme Paul Bouju (CNIP, prof à la fac de droit); Henri Arnaud (ancien directeur de l'Echo-Liberté); Michel Delsol (prof à la fac catho); Michel Richelmy et encore une trentaine d'hommes bien implantés à la droite de la droite. A la tête de ce «Groupe d'études...» Gilbert Tournier, polytechnicien «malgré lui», ancien directeur administratif de la Compagnie Nationale du Rhône (c'est d'ailleurs le siège de cette société qui servait de boîtes à lettres pour le «Groupe d'études...»), ancien président de la Société d'économie poli-

tique de Lyon et auteur de plusieurs ouvrages, dont l'un «à la mémoire de Maurice Barrès», sur le Rhône, les pays rhodaniens, la technologie, etc... C'est notamment sur ce dernier sujet qu'il interviendra au Xème congrès de la Cité catholique lors d'une conférence intitulée: «Civilisations et techniques».

Adhérent de l'ACEL, il écrit ses «Propos de sagesse pour des hommes libres» dans les pages de l'Informateur, sans oublier de faire rimer liberté avec piété à l'associations des écrivains catholiques de Lyon dont il est également un adhérent fidèle. C'est même, pourrions-nous dire, un ultra-catholique sympathisant des CAPS, Comité d'Action Politique et Sociale et grand pote de Romain Marie.

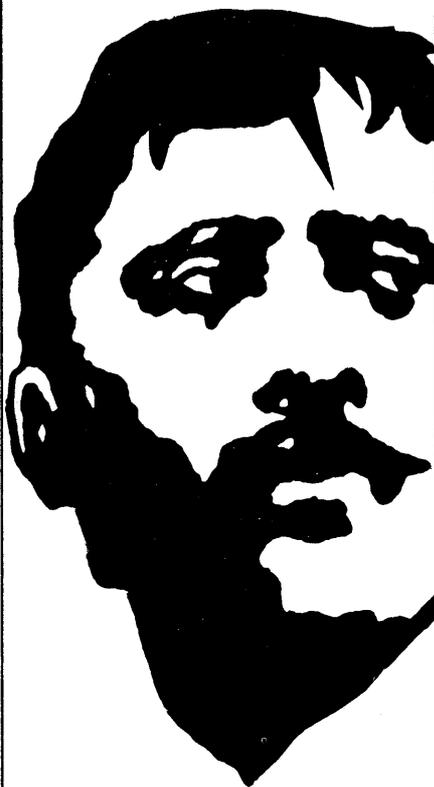
Avec Gilbert Tournier, ça sent «l'Office, etc...» à plein nez, qu'on se le dise!

Gilbert TOURNIER est décédé cet été.

FIN.....PROVISOIRE (?!?!)



LE CADEAU D'IRL !



En ces périodes fastes de crise économique, IRL a décidé de ne pas sombrer dans la morosité et le défaitisme. Nous vous proposons donc une offre mirifique qui n'en est pas moins vraie. Regardez plutôt :

INTERROGATIONS SUR L'AUTOGESTION ; Atelier de Création Libertaire, 1979, 108 pages 18,5 x 27,5, nombreuses illustrations 18 F

L'IMAGINAIRE SUBVERSIF ; Atelier de Création Libertaire de Lyon et Noir de Genève, 1982, 194 pages 14 x 21 60 F

Un abonnement de 2 ans pour IRL (10 numéros) 90 F

..... 90 F
Total..... ~~168 F~~

Avec un chèque de 140 francs, nous vous offrons le lot.
Qui ira dire après ça que les gens d'IRL sont des pingres !

abonnement souscription

NOM PRENOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Abonnement pour 5 numéros (1 an) : 50 F

Abonnement pour 10 numéros (2 ans) : 90 F

Abonnement de soutien pour 10 numéros : 130 F et plus

Diffusion militante : abonnement pour 5 exemplaires pendant 5 numéros : 200 F

Chèques à libeller à l'ordre de : IRL CCP 4 150 95 N LYON
et à adresser à : IRL, c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON

général en 1977, trésorier adjoint en 1980, 1981, 1982... et l'un des responsables de l'IDES.

Entreprises à Tailles Humaines, Industrielles et Commerciales, ETHIC
Siège: ACEL

Mouvement créé par Yvon Gattaz en 1970 (IRL 39).

Il y a fort à parier qu'un certain nombre des amendements déposés par Charles Millon, lors du débat sur la loi de nationalisation (automne 1981), proviennent des travaux du Bureau d'études législatives (IRL 39) comme cela avait été le cas pour la proposition de loi en faveur de la création d'un impôt sur le capital (1980), texte qui avait pour objet « de faciliter la transmission des entreprises à prédominance familiale » et qui avait été élaboré par un « groupe de juristes et de chefs d'entreprises, membres pour certains d'entre eux de l'ACEL et de l'ETHIC ».

A bon entendeur, salut!

Jean ETEVENAUX

Journaliste au Journal Rhône-Alpes, il rédige (entre autres) la plupart des compte-rendus des manifestations du Cercle Péguy, de l'ACEL, etc... car, paraît-il que l'on est jamais mieux servi que par soi-même! Ex-gérant de la SEPIC, société éditrice de l'Astrolabe et des impressions du Cercle Péguy; ex-directeur de l'Astrolabe jusqu'à sa fusion avec l'Université libre et aussi ex-secrétaire délégué de l'ACEL, Jean Etevenaux est un journaliste « ex-qualité ».

Candidat aux Municipales de 1977 sur la liste de Soustelle « Rassemblement pour Lyon » (voir IRL 15); membre de l'association France-Corée; conférencier du Cercle Péguy; ex-cœtera...

Informateur, l'

Siège: ACEL

Organe de presse de l'ACEL depuis 1945 (IRL 39 et 41).

Institut d'Enseignement Supérieur et d'enseignement spécialisé, IDES

Siège: 23, rue Royale 69001 Lyon
Tel.: 828-87-11

Créé en juin 1970 (IRL 41), cet institut d'enseignement spécialisé dans la lutte anti-subversive tous azimuts, fait suite avec d'autres moyens, au cours d'initiation à l'économie politique professé, dans les années 60, aux étudiants du Cercle Péguy sur le thème général: « L'économie, la vie, les hommes »...

Les « hommes de l'IDES », tous plus ou moins conseillers en quelque chose (juridique, fiscal, en relations sociales, en ressources humaines, en communication, etc...) sont chargés d'affaiblir les organisations syndicales « de masse et de classe », sous couvert d'innovation sociale, de marketing social et autres nouvelles techniques de gestion du personnel. Sur le « marché du personnel » les chefs d'entreprises « libres » se veulent à la pointe de mode de gestion « innovants ». En d'autres termes compris de

tous, l'enjeu de la formation « made in IDES » c'est la consolidation du pouvoir des patrons par la revalorisation du rôle des petits chefs et le court-circuitage de l'action syndicale. A longueur de « journées d'études », les formateurs de l'IDES prônent la paix sociale dans l'entreprise capitaliste et les moyens d'y parvenir: contrôle des filières d'entrées (c'est-à-dire l'élimination des syndicalistes qualifiés de révolutionnaires); le renforcement de la hiérarchie « naturelle » (patrons-encadrement-employés/ouvriers); développement d'une presse d'entreprise patronale; individualiser les revendications du personnel; études des informations syndicales, etc...

En ce qui concerne ce dernier moyen, l'étude des informations syndicales, l'IDES fait appel à Hubert Landier le « spécialiste en la matière » qui, depuis son passage à la CFTC, constate une « marginalisation progressive » de la CGT et de la CFDT car leur action relève du « corporatisme à justification idéologique », en d'autres termes, de la lutte des classes! Mais chut, aujourd'hui nos stratèges du consensus dans l'entreprise par la défense individuelle (l'ancien « diviser pour régner ») et « l'enrichissement des tâches » (pour un plus grand profit des patrons) font dans le social, pour mieux contrôler le socialisme... N'est-ce pas, messieurs les conseillers, Yves Tillard, Michel Gariazzo, Yannick Bonnet, etc...

Guy JARROSSON

Agent de change près de la Bourse de Lyon, Guy Jarrosson est un ex-député du Rhône, ex-conseiller municipal de Lyon et un ex-conseiller général du Rhône. Aux élections présidentielles de 1965 il se prononça pour Tixier-Vignancourt et pour les municipales de 1977 il qualifia la liste F. Collomb de liste de « gauche »...

Sympathisant du mouvement royaliste « Restauration nationale », il est également proche de « l'Office, etc... » depuis déjà de longues années comme en témoigne sa participation au Xème congrès de la Cité Catholique.

Actuellement membre du CNIP et de l'ACEL.

Journal Rhône-alpes

Siège: 14, rue de la Charité 69002 Lyon
tél.: 842-56-91

Depuis des générations « la voix de son maître ».

Le Journal Rhône-alpes a succédé à l'Echo-Liberté en 1977, ce quotidien ayant lui-même pris la relève du Nouvelliste après son interdiction à la Libération. Comme le soulignait l'Informateur: « nulle part nous n'avons trouvé accueil plus sympathique des idées que nous défendons, à l'action que nous menons » ou encore, « l'Echo-Liberté peut s'honorer de servir des causes toujours strictement nationales ». De Arnaud à Henri Amouroux, la succession aux manifestations diverses de l'ACEL se poursuit: AG, dîners-débats, conférences, etc... les colonnes de ce quotidien du

« Tout Lyon » couvrent largement l'actualité dans la tradition libérale, nationale et catholique.

Marie-Joëlle LACROIX-GUILLAUME

Présentée, en 1970, par la revue « Les silencieux » (organe de presse du Mouvement des silencieux de l'église) comme « la plus jeune agrégée, à 21 ans, de lettres classiques de France », Marie-Joëlle Lacroix-Guillaume fait dans le classique depuis toujours, propagandiste de la trilogie: Eglise, femme, famille...

Membre de l'équipe de rédaction de la Revue Notre Jeunesse (sous-titrée « au service de l'église ») elle participera aux Etats généraux du peuple de dieu, organisés par les silencieux de l'église en avril 1971. Dix ans plus tard, les silencieux s'étant définitivement tus, c'est aux congressistes de « l'Office, etc... » (en mai 80) qu'elle apportera la bonne parole classique: « Chrétiens, n'ayez plus peur » (Voir Saint Paul dans sa « lettre des jeux du cirque »). Les chrétiennes ne sont pas oubliées non plus et sont l'objet de sa sollicitude lors de nombreuses conférences soit chez les Indépendants: « La femme dans la famille, place et mission », soit à l'association familiale catholique du Rhône: « La place de la femme dans la société actuelle », soit encore à l'AJPRV lors de la présentation de la « Proposition de loi-cadre, pour la femme, l'enfant et la famille », etc...

Marie-Joëlle Lacroix-Guillaume est par ailleurs, membre du bureau national du CNIP et du Comité exécutif de l'association « Evangile et société »... pour qu'il règne, comme dirait l'autre! (Cette association est une émanation du syndicat CFTC très infiltré par « l'Office, etc... »). Elle participe également au nouveau programme de formation de « l'Office, etc... » intitulé: « Le projet aujourd'hui pour demain ».

Laissez-les-vivre

BP 7205 69354 Lyon Cedex 2
Tél.: 874-99-47

Il est de notoriété publique que c'est « l'Office, etc... » qui devait mettre sur pied, en 1971, le mouvement Laissez-les-vivre, avec la participation du Docteur Tremblay et du professeur Jérôme Lejeune. Ce dernier était d'ailleurs, par le plus grand des hasards, au XIIIème congrès de « l'Office, etc... » dont le thème était: « Chrétiens n'ayez plus peur » (déjà entendu ce refrain quelque part).

Aussitôt dit, aussitôt fait. Les chrétiens lyonnais de Laissez-les-vivre (sans jeu de mot) ont poussé l'audace jusqu'à affréter un car pour assister à la messe de Jean-Paul II au Bourget, le 1er juin 1980. Faut le faire!

Quant au Docteur Tremblay, il fait des siennes du côté de la lutte contre les sectes et la drogue, à la tête du CAD, Coalition Anti-Drogue dont il est le président d'honneur. Cette coalition, liée au Parti ouvrier européen (extrême-droite) estime que « François Mitterand doit son élection au lobby de la drogue ». Le docteur Tremblay est également à la tête du « Cartel pour le respect de la vie ».



PENSARE E VIVERE L'ANARCHIA

convegno di studi su

Errico Malatesta

nel 50° anniversario della sua morte

MILANO

24-25 SETTEMBRE 1982
PALAZZO DELLE STELLINE



MANTOVANI

SANT